

**Parti Communiste :
"fête du neuf" ...
...avec du vieux ?**

P. 7

**Budget 1986 :
des réductions d'impôt
qui nous coûteront cher**

P. 5

lutte ouvrière

Afrique du Sud :

**la rencontre
patronat -
ANC**

P. 10

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 903 - 21 septembre 1985 - prix : 6 F



Affaire du Rainbow - Warrior :



**un arc - en - ciel
qui ne fait vraiment
pas le beau temps**

En France

Page 5 :

- Impôts : des réductions qui nous coûtent cher...
- Sécurité sociale : le gouvernement tire sur la couverture.

Page 7 :

- La fête du neuf du PCF : quelle politique nouvelle ?

Dans le monde

Page 6 :

- En bref : le système judiciaire américain au même niveau que celui de l'Iran ; espions de tous les pays...

Page 8 :

- Espagne : Ceux d'Oviedo.
- R.F.A. : Kohlmeiny au pouvoir.

Page 9 :

- Suède : les socialistes restent au pouvoir pour « l'ordre dans l'économie » et l'austérité.

Page 10 :

- Afrique du Sud : les capitalistes prennent une assurance.
- A bas l'Apartheid : appel à manifester le jeudi 26 septembre.

Page 11 :

- Nouvelle-Calédonie : scénario de campagne.
- Guyane : après la Nouvelle-Calédonie et la Guadeloupe, demain la Guyane ?

Dans les entreprises

Page 12 et 13 :

- Dans les entreprises : les commandos du patronat ; Thomson-Colombes : colère, mais résignation.
- Incendie en Cévennes ; Delle (Territoire de Belfort) : L'Allaine fraîche...

Page 14 et 15

- Dans les entreprises : RATP ; Elf Villabé (Essonne) ; Cepem (Orléans) ; Chantiers navals (La Ciotat) ; PTT (Paris 17^e) ; CGCT.

Culture

Page 16 et 17

- Livres : *Terrorismes et guérillas* de Gérard Chaliand, *Pika Don la leçon de Hiroshima* par le groupe 6 août ; *La mémoire du fleuve* de Jean Michonet, de Christian Dedet ; *Les ratonnades d'octobre* de Michel Lévine ; *Mayrig* de Henri Verneuil.

Page 18 et 19

- Sélection télévision.
- Sélection cinéma.
- Films : *Alamo Bay* ; *Dance with a stranger*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIERE hebdomadaire éditée par la société Editions EA, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. SARL au capital de 20 000 F. Durée : 50 ans. Gérant : Michel RODINSON. Directeur de la publication : Michel RODINSON. Commission paritaire : n° 64995. Composition : Presse Photo Compo, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e. Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val-d'Oise). Tirage : 15 000 exemplaires.

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Une vue de la monarchie marocaine

Un lecteur nous fait parvenir le témoignage suivant, sur son passage au Maroc cet été :

Comme beaucoup de mes compatriotes marocains, je suis retourné au pays passer mes vacances. J'ai pensé que vos lecteurs seraient intéressés par la réalité marocaine du « grand démocrate » Hassan II.

Cette année, mon retour a coïncidé avec le sommet des pays arabes qui se tenait à Casablanca dans le somptueux hôtel Casablanca, boulevard Mohamed V. Il semble que la place ait manqué pour ces messieurs, qui ont préféré utiliser les villas environnantes que leurs riches propriétaires se sont empressés (avec l'aide de la police) de laisser libres. Les « préparatifs », j'ai pu les voir dès le début à la douane marocaine : vérification d'identité, fouille des véhicules, sous prétexte de chercher des armes, les douaniers en profitent pour se servir au passage : un tapis par-là, un lustre par-ci... Bilan de l'opération, quatre jours d'attente à la frontière dans les voitures sous le soleil, en plus des jours passés sur la route.

Sur la route Rabat-Casablanca, j'ai pu me rendre compte de ce que la presse marocaine et française (*France-Soir*, en particulier) ont appelé « l'accueil très chaleureux du peuple marocain fait

au pape », lors de sa visite en août. Ici aussi les préparatifs d'Hassan II pour « convier » le peuple sont plus révélateurs que de longs discours : l'armée et la police ont fait des descentes dans les villages autour de l'aéroport de Casa, à Mohamadia ou à El Jadida. A coups de matraques et de crosses, ils ont fait monter les paysans de force dans des véhicules réquisitionnés au passage et les ont emmenés, sous bonne escorte, à l'aéroport Mohamed V pour « accueillir » le pape en visite officielle.

En fait, ce genre « d'invitation » est régulièrement utilisée pour le roi lui-même. Ou l'opération inverse, quand par exemple le prince héritier Mohamed a fait bloquer toute la circulation et déménager à la fourrière toutes les voitures sur le parcours qu'il devait emprunter pour aller faire son discours à Asilah.

Dans la plupart des grandes villes du Maroc, les quartiers « chauds » sont souvent coupés du reste de la ville par l'armée et la police. Comme à Casablanca, le 27 juillet dernier, les quartiers Bourgaoune et Derb Soutan ont été bouclés : plus de circulation, interdit de se pencher à la fenêtre, fouille des logements...

Lors de ces opérations, de nombreuses personnes ont été arrêtées, notamment des jeunes étudiants dont 4 des 14

condamnés à mort, trouvés selon la police en possession d'armes.

L'annonce des condamnations à mort a été diffusée à la télé et a créé une émotion dans la population. Hassan II en a profité pour annoncer le lendemain des hausses importantes sur les matières de première nécessité (farine, sucre, huile...).

A l'inverse de l'année dernière, cette hausse des prix n'a pas entraîné de manifestations de colère. Le souvenir de la répression qui avait suivi les émeutes est encore frais dans la mémoire de la population et de nombreuses familles ont encore un des leurs en prison à Kénitra, Marrakech, Casablanca et même à Zagora, dans le sud du Maroc.

J'aurais aimé vous adresser quelques photos sur la douane marocaine, mais la police d'Hassan II m'a confisqué, démocratiquement, ma pellicule et m'a repoussé jusqu'à ma voiture.

On pourrait encore citer de multiples exemples pour montrer ce qu'est aujourd'hui la vie quotidienne de la majorité pauvre du Maroc, sous le règne du sanguinaire roi Hassan II, qui s' imagine peut-être qu'il pourra indéfiniment frapper sur le crâne des gens pour leur faire crier « Vive le Roi ! ».

Un travailleur marocain

La sécurité ? L'affaire de tous !

Voici quelques passages de la lettre que nous a adressé l'un de nos lecteurs :

« Chers Messieurs de la Lutte Ouvrière et néanmoins camarades,

(...) La présente concerne l'article de Samuel Latan dans L.O. du 31 août, où il est question de délinquance des jeunes et où une grosse analyse estudiantine laisse entendre que « la délinquance des jeunes » est une agression contre la classe ouvrière (...)

S'il existe des jeunes délinquants à Garges-les-Gonnesse, ce n'est vraiment pas la peine de leur envoyer une patrouille d'ouvriers-flics ; il vaudrait mieux tout de même que ces délinquants et les ouvriers soient du même côté de la barricade. (...)

Mes salutations révolutionnaires,
Un camarade ».

— Rappelons tout d'abord que l'article en question relate le fait que des militants RPR de Garges-les-Gonnesse venaient de décider de se constituer en « patrouille de nuit ». Nous y défendions l'idée que « la seule façon pour les travailleurs de garantir leur propre sécurité, ce serait de s'organiser eux-mêmes, y compris de façon para-militaire s'il le faut ». Et nous poursuivions plus loin « ... dans les cités ouvrières, le plus sûr garant de sécurité, pour aujourd'hui comme pour l'avenir, serait que les familles ouvrières, jeunes y compris, organisent leurs propres réseaux de surveillance, leurs propres réseaux de solidarité comme d'auto-défense, et pas seulement contre la délinquance des jeunes ».

Cette allusion à la délin-

quance des jeunes a visiblement choqué notre lecteur. La délinquance existe pourtant. Et point ne sert de la peindre en rose ou de voir dans les délinquants des révoltés ou des révoltés en puissance. Ce n'est malheureusement pas le cas, même si la plupart des petits délinquants se recrutent parmi les plus pauvres, au sein des familles ouvrières... qui en sont aussi les victimes.

Parce qu'il est plus facile de s'en prendre à une 2 CV et aux vieilles serrures des logements pauvres qu'à une Mercedes et aux appartements du XVI^e arrondissement de Paris !

Nous disions simplement, de façon maladroite parce que rapide, qu'il devrait revenir à la population de ces quartiers populaires elle-même, à l'ensemble des travailleurs, de combattre la délinquance dans ses rangs. Et « combattre la délinquance » ne signifie ni abattre, ni battre les délinquants, surtout si ce sont vos fils ! Mais essayer d'enrayer le

mal avec des moyens propres aux travailleurs, propres à la population elle-même : la volonté et l'organisation collective, la persuasion par la force du nombre, la rupture de l'isolement, du chacun-pour-soi, la solidarité dans ces cités ouvrières comptant des centaines d'appartements.

Eh oui, les travailleurs pourraient, devraient tenter de se débarrasser eux-mêmes des racistes, des milices RPR ou flics anti-jeunes, auxquels les familles solidaires sauraient alors faire passer le goût des promenades nocturnes. Mais ils auraient aussi à dissuader collectivement leurs propres gosses de voler des mobs ou racketter des vieux.

Ce serait là effectivement le plus court chemin pour faire en sorte, comme le souhaite avec nous notre correspondant, que ceux qui sont aujourd'hui des jeunes délinquants rejoignent le même côté de la barricade que les ouvriers...

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

L'affaire du Rainbow-Warrior

Un arc-en-ciel qui ne fait vraiment pas le beau temps !

En réponse aux récentes révélations de la presse, Hernu ne peut, devant les caméras, que camper sur ses positions : il n'y aurait eu à Auckland que deux agents de la DGSE en mission touristique, ou disons de renseignement. Les autres, les trois de l'Ouvéa, perfectionnaient leur pratique de la voile.

Bref, tout aurait été dit par Tricot. D'autres hommes ? Une troisième équipe ? Un commando de sabotage, dirigé par le commandant Dillais, patron des nageurs de combat de la DGSE, fleuron de la division « action » de ce service secret ? Non, a dit solennellement Hernu. « *Aucun service, aucune organisation dépendant de mon ministère n'a reçu l'ordre de commettre un attentat contre le Rainbow-Warrior* ». Personne « *n'a reçu l'ordre* » mais... « *si l'on m'a désobéi, ou si l'on m'a menti* »... a ajouté Hernu...

Et voilà un ministre de la Défense, chef des Armées, encore réduit à faire l'hypothèse, des semaines après les faits, que dans ses propres services on lui ait « *désobéi* » ou qu'on lui ait « *menti* ». Voilà, à l'étage au-dessus, un président de la République réduit à s'exclamer « *Je veux savoir* », et qui, un mois après, ne sait toujours pas ce qui se passe chez lui. Voilà les hommes qui prétendent diriger le pays au nom du peuple de gauche !

Hernu cependant n'est pas si irresponsable que cela : « *Je tiens à affirmer solennellement que je ne laisserai pas mettre en cause les responsables actuels ou passés de l'état-major des armées françaises* »...

Le responsable passé, c'est le général Lacaze. Le responsable présent, c'est le général Saulnier, deux noms qui ont été évoqués par la presse. Mais si eux ont « *désobéi* » ou « *menti* », eux ou d'autres, eh bien ils ne seront pas mis en cause. Là sans doute, Hernu affirme une vérité.

Bien sûr, on peut penser qu'Hernu n'avoue pas pour ne pas aggraver le sort de deux agents en prison en Nouvelle-Zélande. « *Il y a le sort d'un homme et d'une femme... Ils sont dans des quartiers de haute sécurité... Je réclame pour eux la présomption d'innocence* », a-t-il dit. Pour régler les comptes, Hernu attend peut-être alors que les deux soient jugés, que le procès ait montré ce que

les Néo-Zélandais savent exactement : pas la peine, suggère-t-il, d'en dire plus qu'ils n'en savent (si toutefois Hernu en sait plus qu'eux). Et d'ici là, il est possible qu'entre les deux gouvernements, français et néo-zélandais, des tractations permettent de trouver quelque monnaie d'échange. Qui sait ? La condamnation en dira le succès.

Quoi qu'il en soit, quelle pauvre image ils donnent, ce président de la République, ce Premier ministre, et ce ministre des Armées ou... désarmé face aux services secrets, secrets même pour leur ministre. Quelle pauvre image ils donnent, ces hommes qui nous avaient dit que s'ils gouvernaient, tout changerait ! Et pourtant, ce sont eux qui ne savent rien et pleurent devant les caméras ! « *Si on m'a menti* » !

Alors, Hernu, Fabius, Mitterrand ont peut-être été victimes d'un coup monté de la part de ces Etats dans l'Etat que sont l'armée et la police. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir rampé devant tout ce qui porte képi, étoiles ou galons.

Hernu en a fait, des gestes en direction de l'armée. Il en a visité, des casernes. Il en a salué, des gradés. Il en a fait, des parcours du combattant, en treillis ou autre déguisement. Et il en a extorqué, de l'argent de l'Etat, pour les militaires et leurs panoplies, dont les armes nucléaires. Sans rancune ! Car encore une fois, le chapitre « *Défense* » du budget 1986 est l'un des rares en expansion.

Lui et ses amis socialistes du gouvernement restent cependant les têtes du jeu de massacre.

A quelques mois des législatives de 1986, on peut vraiment conclure que ces hommes politiques de gauche sont comme les hommes politiques de droite. Pas pires, mais pas meilleurs. Et plutôt moins inusables. Car toutes les fins de règne se ressemblent. Au mécontentement populaire, au discrédit s'ajoutent les petits scandales qui achèvent. Giscard a eu ses diamants. Mitterrand et Hernu ont leur « *greenpoisse* » comme dit *Le Canard Enchaîné*. Et même les « *amis fidèles* », en particulier les journalistes du *Monde*, quittent le navire. Toujours la vénalité de la presse !

Mais comme dirait Hernu : RAS ! A moins qu'on ne lui ait menti... le pauvre !

Arlette LAGUILLER



D'après les statistiques officielles, le nombre de chômeurs en France, après une période de relative stagnation depuis janvier 1985, a repris au mois d'août sa courbe ascendante en enregistrant une progression de 10 700 chômeurs de plus qu'en juillet (en chiffre corrigé bien-sûr des variations saisonnières). Le nombre total de chômeurs enregistrés serait (en chiffre toujours corrigé des variations saisonnières) de 2 425 000.

Le chômage a-t-il vraiment stoppé sa progression pendant les neuf derniers mois pour la reprendre aujourd'hui ? C'est à voir. La mise en place de nouvelles mesures destinées à masquer le chômage réel, en particulier celui des jeunes, avait peut-être tant bien que mal réussi à masquer la progression réelle du fléau et peut-être que maintenant ces mesures arrivent à saturation.

C'est en particulier le cas des TUC qui se sont peu à peu

développés atteignant le nombre de 86 000 en avril pour monter à 136 000 en juillet, 140 000 en août. Si on rajoute à ça les 16 000 jeunes qui suivaient des stages de formation en août, on a déjà plus de 150 000 jeunes chômeurs hors statistiques, et on comprend pourquoi le pourcentage des moins de 25 ans dans le total des chômeurs a pu baisser en un an de 41,1 % à 37,5 % sans qu'en réalité la situation ait vraiment changé pour eux.

La reprise aujourd'hui de la courbe ascendante des statistiques totales de chômeurs est sans doute due au fait que ces diverses formes du chômage masqué (TUC, contrat-formation ou autres) ne sont pas extensibles à l'infini ; avec quelques mois de retard, la progression du chômage qui, en fait, n'a probablement jamais ralenti son rythme recommence inévitablement.

Dur, dur de gouverner et de prévoir comment tricher.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• Limoges

Dimanche 6 octobre
à partir de midi
Salle des fêtes
de Landongé

• Bordeaux • Lille

Dimanche 22 septembre
de 11 h à 21 h
Garenne de la Blancherie
à Cenon

5 et 6 octobre
Palais Rameau
à Lille



• Toulouse

FÊTE DE
LUTTE OUVRIÈRE
ET DE LA LIGUE
COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE

Le 28 septembre à partir
de 18 h, et le 29 septembre
jusqu'à 20 h
Parc de la Mounede
(Route de Toulouse-Saint-
Simon)

Gauloiseries

Ils avaient de grandes moustaches blondes, étaient chaussés de braies, portaient pour se battre une sorte de casque avec de curieuses ailettes et ne craignaient qu'une chose, « que le ciel ne leur tombe sur la tête ». « Ils », ce sont les Gaulois, tout un chacun l'a appris dans les écoles publiques, laïques et obligatoires de la République française.

Il faut croire que ces couplets un tantinet passésistes séduisent encore certains, puisque Mitterrand s'est rendu, mardi 17 septembre, sur les traces de ces ancêtres à moustaches, Bibracte, dans le Morvan. Il

paraît que c'est là qu'en 52 avant Jésus-Christ, Vercingétorix lança l'appel à l'unité des tribus gauloises contre l'envahisseur César.

Mitterrand, en inaugurant Bibracte « site national », a donc évoqué « notre imaginaire collectif » dans lequel, paraît-il, Vercingétorix a une grande « force vivante », construite autour de « l'idée de tolérance, de démocratie républicaine et de patriotisme ».

Domage que la statue de l'homme de Cro-Magnon dans le Périgord soit déjà inaugurée. Il y aurait eu un beau discours à faire sur ce grand républicain.

Bon appétit

Un bon gueuleton, rien de tel pour se remonter le moral ! Elle en avait bien besoin la grande famille socialiste au moment où le top est donné pour le départ en campagne électorale.

Donc, on avait prévu de faire ripaille afin de se donner du cœur au ventre, mardi soir, à Issy-les-Moulineaux, au grand banquet « des mille pour la victoire en 1986 ».

Fabius, et Jospin — finies les chamailleries du début de l'été — faisaient copain-copain. Ils s'étaient même assortis pour la circonstance : même costume gris, même chemise et cravate rayée, une tenue certes plus appropriée à un enter-

rement qu'à des réjouissances... mais digne. Autour d'eux, militants, conseillers élyséens, secrétaires d'Etat, ministres, tous étaient rassemblés. Ou presque, puisqu'il en manquait un, Hernu. « Trop occupé en ce moment », paraît-il... à digérer le plat pimenté des dernières révélations sur l'affaire Greenpeace ?

Dur à avaler pour les autres, aussi. Lourd sur l'estomac, toute cette affaire, mais enfin, au son d'une petite musique rétro, Jospin, Fabius et les autres ont quand même trinqué à la victoire, ou fait mine d'y croire car l'atmosphère est plutôt de fin de règne, chez les notables socialistes.

Calculs post-électoraux

Bonne nouvelle ! Tout au moins pour ceux qui ont une paye suffisante pour avoir dû acquitter en juin 1983 « l'emprunt obligatoire » imposé par le percepteur : cet emprunt devrait être remboursé au début de l'année 1986. C'est ce que vient de faire savoir le gouvernement dans son projet de budget. Juste avant les élections, tiens, tiens ! Il y

aurait comme une petite idée là-dessous que ça ne nous étonnerait pas.

Mais il ne s'agit probablement pas d'un calcul électoral. Les socialistes sont trop sûrs de les perdre, ces élections. Mais ils se consolent comme ils peuvent : si la droite les veut, ces sous, qu'elle les « réemprunte » elle-même. C'est de bonne guerre, non ?

Atteinte au moral des anciens

Le système des peines de substitutions, destinées à remplacer la prison pour les petits délits, vient d'être inauguré en beauté : veste rose phosphorescente, lunettes noires, le voyou qui passait en justice, un Italien du nom de Collucci (il sévit sous la fausse identité de « Michel Coluche ») a été condamné pour insulte à agent.

Circonstance aggravante, a souligné l'avocat de sa victime (un agent de la circulation qui avait dû

essuyer les quolibets du malfaiteur, réputé pour sa langue venimeuse), le contrevenant fait profession d'exciter ses admirateurs, des jeunes de 15-17 ans, au mépris de la police.

Le contrevenant a donc été condamné à effectuer soixante heures de travail gratuitement, au service de collectivités telles qu'hospices ou maisons de retraites. Et ils viendront se plaindre, quand les vieux, tout comme les jeunes, se mettront à manger du poulet ?

Recomposition à droite

En même temps que le Front National faisait connaître le programme des activités qui marqueront le lancement de sa campagne électorale, il a rendu public les noms d'un certain nombre de transfuges des autres partis de droite qui ont rejoint ses rangs. Ces ralliements semblent se faire essentiellement au détriment du RPR, puisque celui-ci y perd un secrétaire départemental dans le Nord, un adjoint à Saint-Malo, un conseiller municipal dans les Alpes-Maritimes, etc.

C'est que, maintenant que Le Pen a fini par démontrer — après, il est

vrai, plus de vingt ans de « traversée du désert » — que le style « droite musclée » pouvait être payant sur le plan électoral, il se trouve dans les partis de droite les hommes prêts à voler au secours de la victoire et à se transformer en Le Penistes bon teint. Le Pen, de son côté, se trouve tout à fait prêt à faire bon accueil à des notables qui lui permettent de mettre sur ses listes des visages connus et, sinon honorables, du moins honorés. Dans ces conditions, ne vaut-il pas mieux se trouver pas loin de la tête de liste chez Le Pen, qu'en bas de liste chez Chirac ou Giscard ? Voilà une question à

laquelle ces quelques notables ont déjà répondu par l'affirmative, mais que doivent certainement se poser encore bon nombre d'autres.

Car de toutes façons, il est bien entendu que ces gens-là n'ont guère de cas de conscience à résoudre et pas grand-chose à changer pour passer des opinions réactionnaires façon Chirac ou Giscard aux opinions réactionnaires façon Le Pen. Ce n'est qu'une question de style ou, si l'on veut, de veste. Et savoir procéder à ce genre de recomposition périodique, n'est-ce pas l'ABC du métier de politicien ?

Derbyde

Le nouveau jeu du « Derby » a fait ses débuts mercredi 18 septembre. Manifestement, c'est loin encore d'être le « nouveau dada des Français ». Il n'a rapporté que 8,9 millions, là où les organisateurs en attendaient de dix à trente, soit le dixième de ce que rapporte un tiercé de semaine, alors que justement ce nouveau jeu était censé couvrir le déficit du PMU et enrayer le déclin du tiercé.

Si le fiasco se confirme, après le « nouveau loto sportif » dont on ne sait

plus trop bien s'il est en rodage ou en convalescence, ce sera le deuxième échec dans la mise en place d'un nouveau « jeu populaire ».

Le grand perdant serait alors l'Etat, qui prélève sa dîme sur les jeux populaires. Les recettes sont loin d'être négligeables : en 1984, il avait encaissé neuf milliards.

Avec le loto, mardi ; le derby, mercredi ; le quarté, jeudi ; le loto sportif, vendredi ; le deuxième tirage du loto, samedi et le tiercé

dimanche, il espérait porter ses gains 1985 à quatorze milliards. Mais il faut croire qu'il ne suffit pas de multiplier sur le papier les gains du meilleur jeu par le nombre de jours de la semaine pour que les recettes de l'Etat s'en voient d'autant augmentées. La somme qu'on peut extraire des poches du bon peuple en lui faisant miroiter un gain hypothétique n'est pas extensible à l'infini.

Ce ne devrait tout de même pas étonner les as de la machine à calculer qui ont imaginé ces jeux.

Un vert tricolore

On se rappelle peut-être de Brice Lalonde déclarant à la télévision après l'explosion du Greenpeace : « J'ai honte pour la France »... Pour sauver l'honneur de l'armée française « le responsable devrait donner sa démission », ... Le rapport Tricot ayant provisoirement épargné Hernu, le leader ou ex-leader des Verts n'avait plus eu l'occasion de déclarations tonitruantes. Mais voilà que l'affaire rebondit : « Le ministre de la Défense a manqué de dignité » vient-il de déclarer.

Et parallèlement le chef de file des écologistes faisait savoir qu'il avait l'intention de conduire la liste électorale de son mouvement dans le département du Rhône, où il estime que les écologistes ont quelques chances... et où il affrontera Charles Hernu.

Après tout, il y a peut-être une place à prendre. Du vert au tricolore, hissez les couleurs !

L'Etat prend le contrôle de Framatome

De l'argent frais pour Creusot-Loire

Framatome, le numéro 2 mondial des chaudières nucléaires, est passé sous contrôle de la CGE, le groupe nationalisé, qui prend 40 % des actions de la société. Avec les 35 % que détenait déjà le CEA, plus les 10 % que prend EDF, c'est donc l'Etat qui détient 85 % des actions.

Depuis six mois, les discussions étaient en cours pour savoir qui reprendrait les parts de Creusot-Loire dans Framatome, majoritaire jusque-là, mais mis en faillite.

Il y avait eu, en 1981, les nationalisations ouvertes. On a donc là une nationalisation « rampante »...

Mais elle a la même fonction que les autres :

les affaires ne vont plus très fort pour Framatome ; sa production annuelle passe de six à deux centrales nucléaires par an ; le programme d'EDF de construction de centrales nucléaires s'achève, et il n'y a pratiquement plus d'exportations ! Et, d'ici que les centrales construites vieillissent et nécessitent du nouveau matériel, il se passera au moins cinq ans.

Bref, l'Etat, par l'intermédiaire de la CGE, prend le contrôle d'une entreprise qui ne marche pas très fort... et verse de l'argent frais aux actionnaires pour qu'ils puissent se livrer à des spéculations plus profitables. On a déjà vu ça quelque part.

Des réductions qui nous coûtent cher

Mitterrand l'avait promis, on l'aura : c'est sous le thème de la « réduction d'impôts » qu'est annoncé le projet de budget pour l'année 1986.

Et d'ailleurs, pour bien en convaincre les contribuables, ceux-ci recevront à remplir cette année pour leur déclaration un formulaire extrêmement simplifié : un formulaire d'une seule page au lieu du traditionnel quatre-pages, pour les 15 millions de contribuables qui n'ont que des revenus salariaux à déclarer. Voilà une réduction record de 75 %, mais pour les salariés ce sera à peu près la seule.

REDUCTIONS SYMBOLIQUES POUR LES SALARIES

Car les 3 % de baisse sur les impôts sur le revenu, qui font la Une des déclarations gouvernementales, risquent bien d'être compensés, et même dépassés par les impôts indirects, les impôts locaux ou les cotisations sociales. D'abord bien entendu cette baisse de 3 % sur les impôts par rapport aux tarifs 1985 (revenus et corrigés par un relèvement des tranches de 5,6 %, taux officiel prévu pour l'inflation) ne fera économiser que quelques centaines de francs à la grande majorité des salariés, alors qu'elle sera une économie conséquente pour les gros revenus. Ainsi par exemple, un ouvrier célibataire gagnant 5 000 francs par mois, aura près de 100 francs de réduction d'impôts ; un ingénieur à 15 000 francs par mois, y gagnera 1 000 francs.

Par contre, les augmentations de taxes touchent de façon uniforme petits et gros contribuables : et il ne faut pas oublier que l'année qui vient de s'écouler a vu une avalanche de hausses d'impôts indirects (tabac, essence, assurances) ou de tarifs publics (téléphone, lettres...). Et la surtaxe sur le fuel industriel, que le gouvernement vient de décider d'instituer, sera bien entendu répercutée par les industriels sur leurs prix de vente, et donc payée par les consommateurs.

CADEAUX POUR LES RICHES

C'est seulement pour les sociétés, pour les possesseurs de capitaux que les réductions fiscales seront vraiment avantageuses. Premier de tous les cadeaux prévus : la baisse de 50 % à 45 % sur l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non-distribués. « Cette mesure sera indéniablement à mettre au crédit de la gauche », écrit le journal patronal *Les Echos*, même s'il regrette qu'on ne puisse pas appliquer cette réduction d'impôts sur les bénéfices de 1985 (pour lesquels il a été déjà l'été dernier institué un système d'allègement fiscal, mais moins commode à utiliser). Et l'avantage supplémentaire de la nouvelle formule est que : non seulement les bénéfices réinvestis dans la production ont droit à une diminution d'impôts, mais aussi ceux qui sont de simples placements financiers. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de justifier ce cadeau aux capitalistes sous le prétexte de faciliter la relance de la production et de l'emploi !

Les crédits consacrés par une entreprise à la recherche donnaient déjà lieu à une déduction d'impôts égale à 25 % du montant de ces crédits. Cette déduction passe à 50 % dans le budget 1986, ce qui revient en gros à faire prendre en charge intégralement par l'Etat les frais de recherche : en effet, si au lieu de garder 1 000 F de bénéfices (qui seraient imposés à 50 %, donc ne laisseraient que 500 F en poche), on les consacre à la recherche, on a droit à 500 F de déduction d'impôts sur ses autres bénéfices.

A cela s'ajoutent d'autres petits cadeaux, dont certains déjà anciens comme le droit de déduire de ses bénéfices d'une année ses déficits déclarés des années précédentes — même si pour 1986 ce cadeau est un peu moins généreux qu'en 1985 puisqu'on n'a droit de jouer que sur une période de trois ans au lieu de cinq ans pour les impôts 1985. La taxe professionnelle tant décriée par les patrons sera comme en 1985 allégée, supprimant 18 milliards sur les 86 milliards que normalement cette taxe aurait dû rapporter à l'Etat, soit une réduction de plus de 20 %.

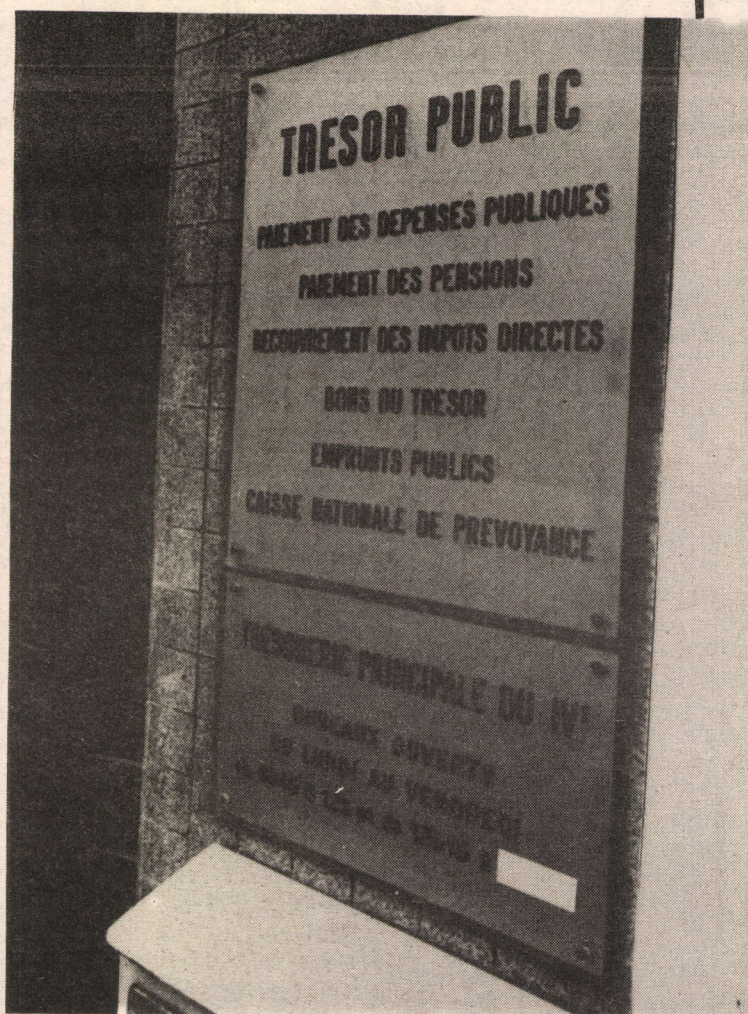
ECONOMIES BUDGETAIRES SUR NOTRE DOS

Alors puisqu'il y aura tout de même du côté des patrons, essentiellement, réduction des impôts, il faut bien qu'il y ait de l'autre réduction des dépenses de l'Etat.

Il est ainsi prévu au budget des réductions d'effectifs dans les services publics. Le « désengagement de l'Etat » ponctionnera de 11 milliards le budget de la Sécurité sociale, notamment par la prise en charge par la Sécurité sociale du coût de la sectorisation psychiatrique, la suppression du remboursement par l'Etat des cotisations sociales des adultes handicapés, la suppression du versement de 2 milliards effectué pour compenser partiellement la suppression de la taxe sur les tabacs... Evidemment en 1986 on nous annoncera que les caisses de la Sécurité sociale sont déficitaires, et qu'il faudra peut-être à nouveau augmenter les cotisations et diminuer les remboursements : mais, voyons, cela ne s'appelle pas impôts supplémentaires !

Enfin si le projet de loi de finances prévoit une augmentation du budget consacré aux collectivités de 8,4 % (soit plus élevé que l'inflation officiellement prévue de 5,6 %), c'est seulement en grande partie pour couvrir les frais supplémentaires des collectivités locales dus aux transferts à ces collectivités de la gestion de certains secteurs relevant auparavant de l'Etat ; si bien que l'augmentation réelle des crédits aux collectivités n'est que de 3,1 %, soit moins que l'inflation. Et si les élus locaux vous votent après cela des augmentations d'impôts locaux qui compensent largement la caisse symbolique de 3 % de l'impôt sur le revenu, ne vous étonnez pas !

Mais évidemment, il n'est pas prévu que ceux qui bénéficieront de réductions d'impôts fassent les frais des économies de l'Etat. Où serait alors l'intérêt des réformes ? Et ce transfert des pauvres aux riches, c'est évidemment ce que le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Bérégovoy, a appelé « la troisième voie où se pratique la solidarité entre partenaires sociaux et agents de l'économie ». Comme c'est bien dit !



SÉCURITÉ SOCIALE

Le gouvernement tire sur la couverture

Lors de l'établissement du budget pour l'année 1985, il avait été prévu que le déficit de la Sécurité sociale atteigne 1,5 milliard de francs. Mais, au début du mois de septembre, lors de son passage à la télévision à l'émission *L'heure de vérité*, Laurent Fabius annonçait que la Sécurité sociale devrait dégager un excédent de 20 milliards d'ici la fin de l'année. Par quel miracle ? Le Premier ministre s'est bien gardé de le dire aux téléspectateurs.

En fait, pour faire apparaître un prétendu bénéfice, le gouvernement a décidé d'en prendre à son aise avec les dates d'échéances des prestations, en reculant par exemple les paiements, afin de gonfler momentanément la trésorerie. Ainsi, une partie des dépenses 1985 sont reportées sur 1986 ; ainsi encore les caisses d'assurance-maladie ne devraient pas payer la totalité de la dernière mensualité du budget global aux hôpitaux... Et comme cela n'est pas suffisant, une décision a été prise de décaler d'un mois le versement des prestations familiales dans certaines caisses de province qui réglaient ces prestations le mois en cours. Par exemple, les prestations familiales du mois de septembre, qui auraient dû être versées dans le courant de ce mois, ne le seront que début octobre. Cette pratique, déjà appliquée depuis de nom-

breuses années à la CAF de Paris, permettrait de dégager un excédent trésorerie de deux milliards en fin d'année.

Mais lorsque l'on veut faire des économies, le bluff ne suffit évidemment pas. Le gouvernement a donc décidé depuis le 1^{er} juillet 1985 de réviser à la baisse les barèmes de calcul de l'allocation logement pour les personnes âgées, les jeunes travailleurs et les ménages sans enfants. Seuls, les couples ayant des enfants verront leurs allocations légèrement augmenter. Et le ministère a fixé à 50 F la barre au-dessous de laquelle l'allocation logement ne sera plus versée. Un allocataire, dont l'allocation se montait à 49 F par exemple, verra son allocation supprimée tout bonnement.

Le budget de la Sécurité sociale sera donc peut-être excédentaire cette année. Mais cet excédent sera relevé en partie sur les familles qui sont déjà suffisamment ponctionnées.

Et gare à 1986. En effet, le gouvernement, pour équilibrer son budget 1986, fera passer à la charge de la Sécurité sociale diverses dépenses représentant environ 11 milliards de francs.

A trop tirer la couverture sur 1985, le gouvernement découvre l'année 1986, mais qu'importe, les élections seront passées.

Le système judiciaire américain au même niveau que celui de l'Iran !

La mort de Charles Rumbaugh, un Américain de 28 ans, exécuté la semaine dernière, est venue rappeler que, dans 38 Etats américains, la peine de mort est toujours en vigueur. Il a été exécuté par une injection intraveineuse, une technique contestée mais utilisée dans 13 Etats américains.

1 500 condamnés à mort pourrissent actuellement dans les prisons américaines, dans ces « couloirs de la mort » dont on sait que, par une sorte de raffinement cynique, l'attente peut être indéfinie jusqu'à l'absurde. Un calcul macabre ne fait-il pas apparaître qu'au rythme actuel des exécutions capitales (48 en neuf ans), il faudrait près de trois siècles à la justice américaine pour venir à bout de ses condamnés ! De quoi alimenter tout autant l'espoir que l'angoisse des condamnés.

Le pays « le plus démocratique du monde », les Etats-Unis, en est encore à appliquer la loi du talion, donner la mort pour un crime de sang, « œil pour œil, dent pour dent », cette vieille loi qui remonte aux âges barbares de l'histoire humaine, où régnait en maître ce préjugé idiot qui prétend qu'un crime de sang doit être lavé par un nouveau crime de sang ! Alors que la peine capitale ne ressuscite pas les victimes et transforme au contraire le bourreau en assassin, et toute la société qui acquiesce à ce crime en son complice.

Mais ce n'est pas tout. Charles Rumbaugh a été exécuté pour un crime commis, onze ans plus tôt, à l'âge de 17 ans. 32 condamnés à mort sont actuellement dans le même cas que lui, 3 d'entre eux pour des crimes commis à moins de 15 ans.

Il y a quelques mois, pour dénoncer la barbarie du régime de Khomeiny, la presse mondiale avait monté en épingle des photos de jeunes adolescents partant en guerre contre l'Irak. Elle jouait ainsi sur des sentiments généreux pour qui il est inique d'associer la jeunesse et la mort. Cela n'embarrasse pourtant pas la justice américaine.

Il existe même trois Etats, le Delaware, l'Oklahama et le Dakota du Sud où la majorité pénale ne connaît aucune limite, et un Etat, l'Indiana, où elle est fixée à 10 ans. Pour sa part, Amnesty International estime qu'un tel système judiciaire, qui fait fi de tous les pactes internationaux, place les Etats-Unis au même niveau que le Pakistan et... l'Iran.

Jacques FONTENOY



L'équipe lors du procès, le 2 septembre 1985

Ainsi vogue la justice

Le capitaine du « cargo de la honte », qui avait fait jeter dans une mer infestée de requins 11 passagers clandestins kenyans, ne terminera pas sa vie, lui, de façon trop cruelle.

Un tribunal grec vient de le condamner à dix ans et dix mois de prison... rachetables, au tarif de 400 drachmes, soit environ 25 F par jour. La liberté coûtera donc à ce capitaine environ 60 000 F. Un tarif que les juges ont visiblement pesé puisqu'ils ont refusé de

reconnaître le capitaine coupable d'un « crime collectif » qui lui aurait valu vingt-cinq ans de prison. Ils ont préféré estimer que le capitaine avait « commis le délit de mise en péril de vies humaines » puisque aucune preuve n'avait été apportée de la mort des Kenyans...

Il est vrai qu'aucun de ces juges ne risque d'avoir à prendre le bateau comme passager clandestin. Et s'il y a des requins qu'ils croient souvent, c'est sur la terre ferme.

La concurrence, dur, dur !

Sale coup pour Marcel Dassault. L'Arabie Saoudite a préféré acheter des avions de combat britanniques Tornado plutôt que des Mirage 2 000. Perfide Albion !

partie pour l'Albanie.

En fait de belles affaires à conclure, ils ne risquent pas d'être déçus : l'Albanie ne propose pour le moment que des échanges de produits français contre des chaises, des grenouilles et de la bruyère pour fabriquer des pipes ! Il est vrai que l'impérialisme français, pour sa part, peut proposer sa technologie de pointe en matière de fromages de chèvre.

Apparemment, décrocher des marchés n'est pas chose si facile pour les capitalistes français. Telle est peut-être la raison pour laquelle une mission très officielle, comprenant dix-huit chefs d'entreprise, est

Une bonne leçon

Gare Saint-Lazare, vendredi dernier, quatre énergumènes au crâne rasé, portant insignes militaires et croix gammées, se sont attaqués à des adolescents juifs. Ceux-ci leur ayant échappé, ces nostalgiques de Hitler ont cru trouver une autre victime : un Noir qui consommait au buffet.

Venant à sa rescousse, un groupe d'amis, assis un

peu plus loin, ont proprement fait déguerpir la bande de voyous racistes, non sans avoir flanqué une râclée à l'un d'eux... qui dut attendre la police proprement allongé par terre.

En voilà un qui se souviendra qu'à être raciste et à jouer les dufs, on prend le risque d'en voir de toutes les couleurs.

Le deuxième naufrage du « Titanic »

Alain Ayache, directeur du journal *Le Meilleur*, avait cru s'assurer l'exclusivité pour l'Europe des photos du « Titanic » en versant un pot-de-vin de 850 000 F à l'Institut français de recherches sur la mer. Un scandale que son journal, pourtant friand de la chose, n'avait pas dénoncé.

Les chercheurs français s'étant fait coiffer sur le poteau par les chercheurs américains — le « roi du tiercé » avait misé sur le mauvais cheval — Ayache, n'a récupéré que 21 photos sur les 12 000 attendues !

Et il paraît que c'est le meilleur...

Espions de tous pays...

Cet automne 1985 est décemment placé sous le signe des affaires d'espionnage. Les gouvernements américains sont à nouveau sur la sellette après les révélations sur la destruction du Boeing sud-coréen par la chasse soviétique il y a deux ans.

En effet, selon des documents produits devant un tribunal américain, la déviation du vol de l'avion aurait été repérée presque dès son décollage.

Ce n'est guère surprenant puisque le gouvernement japonais, à son tour, a reconnu, lui, en mai dernier, que le Boeing avait à plusieurs reprises changé d'altitude et de vitesse en moins d'un quart d'heure, ce qui laisse à penser qu'il n'était plus en pilotage automatique.

Enfin, un fonctionnaire de l'administration fédérale de l'aviation américaine a ouvert lui aussi la bouche pour dire qu'il avait entendu cette phrase, dans les enregistrements des conversations des personnels de la tour de contrôle d'Anchorage : « Nous devrions le prévenir ».

Et le magazine américain *Newsweek* vient d'ajouter sa révélation à l'ensemble en écrivant que le Boeing avait

changé de cap deux fois, même, et pénétré deux fois de suite dans l'espace aérien soviétique.

Voilà qui est pour le moins curieux, pour un avion commercial égaré, comme l'avaient à l'époque prétendu les autorités américaines...

Et du côté soviétique — mais oui ! —, du côté de cette nomemklatura qui est, paraît-il, l'antithèse de nos démocraties, rigide, bureaucratique et fermée, des informations aussi filent.

Il paraît que les systèmes de surveillance soviétiques n'auraient rien repéré pendant deux heures, et ensuite n'auraient pas réussi à identifier l'avion qui survolait leur territoire, et c'est ainsi qu'après des procédures d'avertissement mal élucidées, l'ordre aurait été donné d'ouvrir le feu.

En tout cas, il devient notoire que les 269 passagers de cet avion doivent leur mort à son utilisation à des fins d'espionnage.

Les grandes puissances ont des catastrophes à leur échelle. La DGSE, en Nouvelle-Zélande, n'a fait qu'un mort !

Mauvais tours secrets

Grande-Bretagne — URSS : 31 à 31. Tel est le score provisoire du match d'expulsions de diplomates, espions ou espions-diplomates, qui est en cours entre les deux pays. Après le récent passage d'une fournée de secrétaires de la haute administration d'Allemagne de l'Ouest vers l'Allemagne de l'Est, et vice versa, on se demande vraiment ce que la Grande-Bretagne, la RFA, la RDA et l'Union Soviétique peuvent bien avoir encore à se cacher mutuellement. C'est vraiment le début du monde rêvé par la conférence d'Helsinki : pas encore tout à fait la libre circulation des personnes mais déjà celle des « persona non grata ».

Il n'y a vraiment que la France qui reste en rade dans ce petit ballet : les seuls agents secrets qui jouent de sales tours au gouvernement français sont les siens. Et on ne saurait pas qui ils sont ni où ils sont ! Et si on les découvrait, on serait condamné à les garder, n'ayant personne avec qui les échanger.

La « fête du neuf » du PCF :

Quelle « politique nouvelle » ?

« Une perspective nouvelle pour 1986 » : c'est ce que Georges Marchais a affirmé présenter aux militants du PCF et au public de la fête de l'Humanité, au cours de son discours du dimanche 15 septembre à La Courneuve. Mais à écouter le discours, on se demandait où pouvait bien être la nouveauté.

Bien sûr, le langage a changé depuis l'époque toute proche encore où le PCF avait des ministres au gouvernement. Georges Marchais a dénoncé, dans la politique du Parti Socialiste — pourtant la même que celle d'il y a deux ans ou trois ans — une politique qui « obéit à la volonté de permettre aux grandes sociétés capitalistes, aux grandes fortunes, de faire le plus d'argent possible ». S'adressant aux travailleurs, il leur a dit : « Ne comptez que sur vous-mêmes, sur l'ampleur de vos luttes, sur votre détermination et votre union dans l'action ». Et en effet, il vaut mieux que les travailleurs fassent confiance à leurs luttes qu'à un gouvernement ou à un politicien quel qu'il soit ; encore eût-il mieux valu, précisément, que le PCF tienne ce langage il y a deux ans, trois ans et plus, à un moment où les travailleurs n'étaient pas encore démoralisés, découragés par la crise et par la trahison de la gauche au pouvoir. Nombre d'entre eux auraient alors été plus sensibles à ce langage venant du Parti Communiste qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Cela dit, si le PCF, après avoir été pendant trois ans un parti de gouvernement, veut aujourd'hui s'affirmer comme le parti des luttes, tant mieux. Tant mieux si ses militants, plutôt que d'être invités à assumer auprès de la classe ouvrière la défense de mesures gouvernementales indéfendables, cherchent à impulser les luttes des travailleurs. Ce n'est pas nous, révolutionnaires, qui avons toujours tenu ce langage, qui le lui reprocherons.

Mais à cette fête de l'Humanité, Marchais visait aussi à donner le départ à la campagne de son parti pour les élections de 1986. Et il y avait, dans ses arguments, de quoi faire se poser des questions aux militants communistes.

Car Marchais l'a constaté amplement, la politique du Parti Socialiste et celle de la droite « ne diffèrent pas fondamentalement ». « Sur l'austérité, ils sont d'accord. (...) sur la suppression des garanties et des protections sociales et sur la limitation des libertés syndicales, ils sont d'accord... Alors pourquoi a-t-il tenu à faire, à ce Parti Socialiste sur lequel il ne faut pas compter, les offres de service du PCF, en déclarant : « Nous sommes disponibles pour coopérer, jusqu'au gouvernement, avec d'autres forces politiques notamment le Parti Socialiste, dès lors qu'il s'agit d'avancer dans la solu-

faire bouger les choses en faveur du mouvement populaire »... « Il va donc y avoir en mars prochain un moyen efficace de battre la droite, de faire du neuf, ce sera de voter massivement communiste ».

Mais on a déjà entendu cela quelque part. On a déjà vu bien



tion des problèmes du pays » ?

Sans doute, Marchais a-t-il pris soin de préciser que « dans l'état actuel des choses, cet appel n'a aucune chance d'être entendu du Parti Socialiste, qui est embourbé jusqu'au cou dans sa politique de droite ». Et il a ajouté que, pour que ces propositions soient entendues, il fallait « qu'elles soient portées par un puissant mouvement populaire ». « Tout le monde comprend bien a-t-il ajouté, que si en 1981 nous avons eu plus de députés, si le Parti Socialiste n'avait pas eu à lui seul la majorité à l'Assemblée nationale et n'avait pas pu, de ce fait, imposer la politique de son choix, les choses auraient pu tourner autrement ». Et il a conclu : « Donner plus de poids au Parti Communiste, c'est donc bien le seul moyen efficace pour

des fois Marchais expliquer, à la veille d'une campagne électorale, qu'il fallait se mobiliser pour « avoir un Parti Communiste fort » pour imposer au Parti Socialiste qu'il respecte ses engagements. Et on l'a déjà vu, plusieurs fois, après une campagne électorale passée à dénoncer le « virage à droite » des socialistes, s'accorder avec eux pour soutenir ce qu'il dénonçait la veille. Bien sûr, la situation a changé. Il y a peu de chances qu'on assiste à un accord entre le PS et le PC au soir des législatives de mars 86, car bien que Marchais ait proclamé qu'« on peut battre la droite en 1986 », PS et PCF risquent fort de se retrouver l'un et l'autre renvoyés à l'opposition. Le système électoral lui-même — un seul tour — ne les oblige même plus à faire mine de se réconcilier en vue d'un second tour. Mais de toute façon en quoi cette perspective

que nous propose Marchais est-elle une « politique nouvelle » ? Et en quoi les militants du Parti Communiste devraient-ils faire confiance à cette politique qu'on leur a déjà proposée en 1978, ou en 1981, et qui a débouché sur l'échec que l'on sait ?

Supposons un instant que la perspective ouverte par Marchais se réalise. En apparaissant comme le « parti des luttes », le PCF se renforce suffisamment, et son succès aux élections de 1986 — ou aux suivantes — lui permet d'imposer un accord au Parti Socialiste. PC et PS coopèrent de nouveau au gouvernement. Marchais nous précise que, dans ce cas, il s'agira évidemment « de mettre en œuvre une politique radicalement différente de la politique actuelle du gouvernement socialiste ».

Mais que serait cette « politique radicalement différente » ? On veut espérer qu'elle serait radicalement différente aussi, de celle menée entre 1981 et 1984 et à laquelle le PCF lui-même a accepté de collaborer. Sans doute, Marchais dit que le PCF a été obligé de collaborer à une politique avec laquelle il

n'était pas d'accord parce que le rapport des forces PCF-PS ne permettait pas d'en imposer une autre. Mais pourquoi a-t-il accepté de l'appliquer et de participer à ce gouvernement alors que rien ne l'y obligeait ? Et pourquoi n'a-t-il pas dit alors ce qu'aurait pu être une « politique différente » ?

Aujourd'hui, il n'y a rien dans le discours de Marchais pour préciser quelle serait la « politique nouvelle ». Elle sera, paraît-il, contenue dans « des propositions précises ». « Ces propositions, a-t-il dit, que nous sommes en train d'élaborer, ce n'est pas de la propagande. Elles sont sérieusement étudiées et immédiatement applicables ». Mais pourquoi, depuis si longtemps que dure la crise, ces propositions ne sont-elles pas encore prêtes ? Pourquoi, pendant trois ans, le PCF a-t-il accepté de partager la responsabilité de mesures avec lesquelles, si on comprend bien, il n'était pas d'accord ? Et qu'est-ce qui garantit que le PCF ne recommencera pas cette politique dans l'avenir ?

Autant de questions qui restent posées.

A.F.



Ceux d'Oviedo

En Espagne, de janvier à septembre 1985, 59 mineurs ont laissé leur vie dans les mines, 29 d'entre eux dans les seules mines des Asturies. Ce bilan atterrant n'a pas occupé dans la presse la centième partie de l'espace qui est dédié à la mort d'un torero. Et ce nombre d'accidents n'est pas dû à une de ces catastrophes qui arrivent de temps en temps dans les mines. Non, il s'agit de l'addition d'accidents, de morts succédant les unes aux autres, du fait de la mécanisation introduite à un rythme accéléré.

Chaque mois, 6 ou 7 mineurs meurent de la recherche de la productivité et de la rentabilité des entreprises.

De janvier à août, 53 mineurs avaient perdu la vie, ensevelis sous des tonnes de charbon et de décombres sans la moindre réaction de la part de la Commission nationale de sécurité minière, dépendante du gouvernement. Le 4 septembre,

après l'accident de la mine « Confiada III » — 4 morts encore —, la population minière asturienne voulut exprimer son deuil et son indignation et refusa de travailler pendant plusieurs jours.

Cette fois, la Commission nationale, qui n'avait pas daigné répondre à la demande de faire une enquête sur l'accident qui avait coûté la vie à 3 mineurs dans le puits « Montsacro » un mois plus tôt, se dépêchait d'aller à « Montsacro » et à « Confiada III ». Comme d'habitude, les membres de la Commission annoncèrent que l'analyse des accidents prendrait du temps et qu'il faudrait éviter les chutes de charbon. Les accidents de ce type se produisent d'ailleurs depuis des années sans qu'on n'ait rien fait.

Nous allons égaler l'Europe, se flattent gouvernement et patrons. Mais en Espagne, la fréquence des accidents dans les mines est supérieure de 120 % à celle de la CEE, et la mortalité

supérieure de 400 % à celle de l'Angleterre.

En Espagne, depuis le début de l'année, davantage de mineurs ont été enterrés sous les décombres que durant toute l'année 1984. Le gouvernement socialiste dépense cependant davantage d'argent à la reconversion industrielle qu'à financer la prévention des accidents du travail. Les normes qui régissent la sécurité dans les mines datent de cinquante ans. Le gouvernement socialiste de Felipe Gonzales s'est borné à élaborer un nouveau règlement qui n'est qu'une reproduction du règlement antérieur et son effort s'est limité à transférer la surveillance de ces normes aux gouvernements des régions autonomes, une manière assez indigne de s'en laver les mains. Ce n'est pas la responsabilité de la sécurité publique ou des forces de police qu'il transfère aux gouvernements autonomes catalan, basque ou autres qui le demandent !

Quels que soient l'époque et le gouvernement, tant dans les mines privées que dans les mines d'Etat, l'extraction du charbon se fait toujours, et avec la sueur, et avec le sang et la vie des mineurs.

Ceux qui descendent tous les jours à la mine le savent bien. Ils savent que l'accident est un risque que les patrons font courir aux autres parce que cela coûte moins cher que l'application des plus élémentaires règles de sécurité.

Le corps d'une victime n'était pas encore sorti de la mine « Confiada III », dans les environs d'Oviedo, que deux mineurs mouraient écrasés par une chute de charbon à la mine « La Rasa », toujours près d'Oviedo.

La vie d'un travailleur ne vaut pas cher pour les patrons. Ils condamnent à la mort lente par silicose, ou à la mort brutale sous un effondrement, pour quelques pesetas d'économies.

Gabriel CATALA

Kohlmeiny au pouvoir

Des anticléricaux de la Bunte Liste de République Fédérale d'Allemagne nous ont fait part de leurs démêlés avec les autorités allemandes qui voient surgir le

diable et son train derrière quiconque se revendique un peu trop hardiment de l'athéisme.

Car au pays de Marx, la religion, cet « opium du peu-

ple » n'est pas seulement en vente libre. Sa consommation est très fortement recommandée, y compris par les textes de loi qui prévoient des sanctions contre les contrevenants. L'article 166 du code pénal allemand précise, en effet, que « qui insulte, publiquement ou par diffusion d'opuscules, soit le contenu religieux ou idéologique de la confession d'autres personnes, soit une Eglise existante dans le pays ou bien une autre communauté religieuse ou idéologique, ses institutions ou coutumes, d'une manière qui est apte à troubler l'ordre public, sera condamné à un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans ou à une amende. »

En conséquence, les juges ne se gênent pas pour multiplier les tracasseries envers les athées, se faisant les champions de l'intolérance sans crainte de se couvrir de ridicule... Ainsi, nous précise la Bunte Liste, « depuis l'été de l'année dernière une véhémente campagne judiciaire bat son plein en République Fédérale d'Allemagne (RFA) contre des athées (...)

Une jeune femme, à Göttingen (Basse-Saxe), fut accusée en juillet 1984 parce qu'elle avait écrit dans un tract : « Si l'on regarde l'histoire de l'Eglise, on est membre

d'une des organisations les plus criminelles du monde ». Sentence du tribunal : 400 DM (environ 1200 FF) d'amende ou 20 jours d'emprisonnement (...).

L'appel porté devant un tribunal supérieur contre la condamnation fut rejeté. Le tribunal mit particulièrement à la charge de la jeune femme le fait qu'elle « s'était référée, jusqu'à la fin de l'audition d'appel, au droit fondamental de la libre expression », « démontrant ainsi sa relation égo-centrique et dérangée avec les droits fondamentaux en général ».

Outre cette condamnation, la jeune femme fut exposée à d'autres représailles : la municipalité de Göttingen lui interdit de poursuivre son travail d'information à l'aide d'un stand, le ministre des Finances retira à l'association dont elle est la présidente son caractère d'utilité publique qui est d'une importance significative pour les dons (presque simultanément, on attribua l'utilité publique à une ex-formation de combat de la Waffen-SS), et l'ecclésiastique local exhorta les citoyens à ne plus rien acheter dans son magasin. »

De même, le groupe de la Bunte Liste de Fribourg fut poursuivi pour l'une de ses affiches, diffusée dans le cadre d'une « semaine anti-

cléricale » en octobre dernier. L'archevêque de la ville confisquait l'affiche, et une procédure judiciaire était engagée contre quatre membres de la Bunte Liste. L'affiche incriminée faisait référence au Concordat signé entre Hitler et le Vatican en 1933 et, de surcroît, donnait de Dieu une description qualifiée « d'insulte à Eglise nationale ». Une description qui en vaut pourtant bien d'autres ! : « Dieu devait se présenter à l'observateur raisonnable », rapporte le tribunal de Fribourg, « comme une espèce de « hippie » des années 60, debout, dans une position légèrement inclinée, les cheveux jusqu'aux épaules, avec une barbe longue et vêtu d'une robe-sac qui lui va jusqu'aux pieds... »

Si les messieurs de loi ont la foi, ils n'ont certes pas reçu le don du rire, à preuve encore ce que rapporte la Bunte Liste : « Le plus souvent les procureurs agissent quand la critique de la religion apparaît sous sa forme satirique (...) Ainsi plusieurs procédures ont été engagées contre des lycéens pour le seul fait qu'ils ont publié dans leurs journaux une pièce de théâtre qui, d'une manière satirique, traite le phénomène de l'Immaculée Conception. Résultat : l'un des rédacteurs responsables fut chassé du lycée, les journaux des élèves furent censurés... »



Helmut Kohl, spécialiste en tartuferies...

Les socialistes restent au pouvoir pour «l'ordre dans l'économie» et l'austérité

Notre victoire est d'autant plus grande, a expliqué en substance Olof Palme à la télévision suédoise, le soir des élections, que nous n'avons fait aucune promesse. Il s'agissait donc, expliquait-il, d'un vote de confiance à l'ensemble de la politique de son parti.

Mais si le Parti Social-Démocrate suédois qui est au pouvoir sans discontinuité depuis 1932, à la seule exception des années 1976-1982, va donc y rester encore cette fois, les élections du 15 septembre dernier ne sont tout de même pas « l'une des plus grandes victoires de l'histoire du parti », comme l'a proclamé son leader.

En réalité, avec un léger fléchissement de ses voix (de 0,5 %), il perd 7 postes de députés par rapport aux élections précédentes, de 1982.

Et la vedette de cette soirée électorale en Suède était plutôt le leader du parti libéral, le « Folkpartiet », qui, lui, venait de gagner 30 sièges, passant de 21 à 51 députés. Il avait bien sûr les félicitations des leaders des deux autres partis de droite, auxquels il venait de prendre 22 de ses nouveaux sièges, mais qui faisaient contre mauvaise fortune bon cœur devant les caméras. Il avait droit aussi aux félicitations, et surtout aux appels du pied d'Olof Palme lui-même qui soulignait que sa main « était toujours tendue » et que « la défaite des idées néolibérales (entendez des deux autres partis de droite) et la renaissance d'un social-libéralisme (entendez ce Folkpartiet) pouvaient contribuer à détendre l'atmosphère politique tendue de ces dernières années et éventuellement faciliter les travaux parlementaires ».

Un appel du pied, donc, qui est d'autant plus compréhensible qu'avec 159 députés (au lieu de 166 précédemment) contre 171 députés pour les trois partis de droite (contre 163 précédemment), Olof Palme devra pour trouver une majorité gouvernementale soit compter sur les voix des 19 députés communistes (alors qu'avant il lui suffisait de leur neutralité) soit pour quoi pas, chercher du côté du Folkpartiet.

Mais si Olof Palme exagérait un peu la portée de sa victoire, il n'exagérait pas en soulignant qu'il n'avait fait absolument aucune promesse. C'était le ton de toute cette soirée électorale télé-

sée où les informations donnant les résultats au fur et à mesure qu'ils arrivaient, entrecoupaient le show que donnaient trois économistes discutant doctement des mesures qu'il allait falloir prendre maintenant, que, les élections passées, on en revenait aux choses sérieuses. Car au pays du « socialisme à la suédoise », comme ailleurs, c'est bien sûr d'austérité qu'on parle aujourd'hui.

Oh, certes le style du leader social-démocrate suédois est un peu différent de celui de « nos » socialistes à « nous ». Ici les socialistes ne sont au pouvoir que de temps en temps, par accident en quelque sorte, et dès qu'ils deviennent ministres, ils deviennent guindés !

La social-démocratie suédoise, si longtemps au pouvoir, n'a besoin de donner à la classe qu'elle représente, la bourgeoisie, aucun signe extérieur de fidélité. Ça va de soi. Et Olof Palme préfère apparaître à la télévision col de chemise ouvert, plusieurs badges (dont cette année la main de « Touche pas à mon pote ») sur le revers du blouson, ou aller en blue-jean prendre un bain de foule. Il laisse le côté collet-monté à son ministre des Finances... et de l'austérité, Kjell-Olof Feldt. Mais au style seulement s'arrête la démagogie.

Certes, à la veille des élections de 1982, qui allaient mettre fin à l'intermède de six ans de gouvernement de droite, Olof Palme s'était risqué à quelques promesses. Il avait promis d'annuler quatre mesures impopulaires que venait de prendre le gouvernement de droite : la réduction du remboursement maladie, des subventions aux crèches, des allocations chômage, et la suppression de l'indexation des retraites. Pour les mineurs du nord du pays, il avait promis de revenir sur le projet de réduction du personnel dans les mines qu'avait annoncé le gouvernement. Et la centrale syndicale était venue à la rescousse, dont le principal leitmotiv était qu'il ne fallait pas tant faire grève que gagner les élections.

Mais à peine arrivé au pouvoir, le gouvernement social-démocrate montrait la couleur : dans les six premiers mois de son nouveau règne, il allait prendre contre la classe ouvrière davantage de mesures que les gouvernements de droite n'en avaient prises dans les six ans précédents. Il commençait tout de suite par décider une dévaluation de la monnaie de 16 % (qui s'ajoutait à la dévaluation de 11 % décidée un an plus tôt par le gouvernement précédent) et qui allait se traduire par une hausse moyenne du coût de la vie de 6 % ; une hausse du coût de la vie dont le gouvernement annonçait

qu'elle ne devait pas être compensée lors des prochaines négociations salariales (qui ont lieu chaque année à l'échelle nationale entre patronat et syndicat) pour ne pas détruire l'effet « bénéfique » de la dévaluation pour les industries d'exportation.

A cela, il ajoutait une augmentation des taxes de 2 %. Dans les mines du nord, il reprenait le projet antérieur, fermant notamment la mine de Svappavaara avec 2 000 suppressions d'emplois ; puis



Campagne pour Olof Palme dans les rues de Stockholm. Drapeaux rouges... et austérité.

c'était au tour des chantiers navals d'être restructurés, avec de nouvelles suppressions d'emplois... Quant à la centrale syndicale, quasiment unique en Suède et étroitement liée au Parti Social-Démocrate et à l'appareil d'Etat, elle allait se contenter, lors des négociations du début 1983, de revendications salariales de l'ordre de 2 à 3 %. De la promesse de réinstaurer l'indexation de la retraite, qui avait été l'un des principaux arguments électoraux pour dénoncer la politique « anti-sociale » de la droite, il n'était plus question. L'heure était à l'austérité franche et ouverte.

« Les organismes internationaux nous ont demandé de dégraisser notre économie », avait déclaré le ministre des Finances, Kjell-Olof Feldt. « Je crois que d'autres gouvernements aimeraient prendre des mesures similaires, mais ils n'osent pas. C'est une opération difficile, mais un gouvernement social-démocrate jouit d'un avantage énorme, étant donné le soutien qu'il reçoit de la part du mouvement syndical ». Et pour souligner l'allégresse des milieux d'affaires, un de leurs journaux, le *Dagens Industri*, racontait l'histoire de cet agent de change qui demandait : « Où peut-on acheter un de ces petits badges sociaux-démocrates avec une rose rouge ? ».

Certes, après ce coup de massue des six premiers

JAG RÖSTAR PÅ SOCIALDEMOKRATERNA



Traduction : « Je vote pour la social-démocratie parce que je veux avoir de l'ordre dans l'économie ».

för jag vill ha ordning på
Sveriges ekonomi!

mois de retour au pouvoir de la social-démocratie, les mesures d'austérité ont pris leur rythme de croisière, arrivant lentement, l'une après l'autre, mais non moins sûrement : instauration de nouvelles taxes, en particulier hausse de la taxe sur l'essence, restriction sur les aides sociales, notamment par une diminution des subventions aux communes, en même temps que pour masquer la croissance du chômage, on créait avec l'aide de l'Etat diverses catégories de sous-emplois, de stages-formation, et de petits travaux pour les jeunes semblables à nos TUC.

Alors, à ces élections de dimanche dernier, il était difficile de revenir avec des promesses ; il était même difficile d'insister sur le bilan des trois années passées, tout au moins vis-à-vis des électeurs ouvriers. La peur de la droite pour les uns, la stabilité et la continuité pour les autres faisaient donc office d'arguments électoraux.

La droite est divisée en trois partis, expliquait Olof Palme, et pendant leur six ans de pouvoir, ils ont plusieurs fois changé de gouvernement. La stabilité, le conservatisme en Suède, c'est la social-démocratie. « L'ordre dans l'économie », clamait le slogan qui soulignait les portraits géants de Kjell-Olof Feldt, alors que, sur une autre affiche, un jeune cadre au volant de sa luxueuse déca-

potable expliquait que c'était justement « pour l'ordre dans l'économie » qu'il « votait social-démocrate ».

Pour le public ouvrier, notamment par l'intermédiaire des journaux et des affiches syndicales, c'était sur la sauvegarde des aides sociales menacées par une droite qui ne parlait que de réduire les impôts, donc ces aides, que l'on insistait. Et dans cette Suède où aujourd'hui, finalement, les salaires ne sont plus tellement plus élevés qu'en France, mais où les prix, notamment de l'alimentation, sont bien plus élevés, la gratuité totale de l'école (y compris les fournitures, et la cantine), des soins médicaux, allocations logement et diverses autres formes d'aides sociales sont des compléments indispensables.

Alors conservatisme, tradition, ou simplement crainte de trouver encore pire (alors qu'en fait c'est peut-être finalement la social-démocratie qui a le plus les moyens de s'en prendre au niveau de vie des ouvriers) semblent avoir fait leur œuvre pour sauver la mise de la social-démocratie, in extremis : à en croire les sondages, les intentions de votes en faveur des sociaux-démocrates étaient descendues à 42,5 % en janvier 1984 et même à 39 % seulement en décembre 1984.

Olivier BELIN

AFRIQUE DU SUD — Les capitalistes prennent une assurance

Vendredi 13 septembre, une délégation des patrons sud-africains s'est rendue en Zambie pour y rencontrer, tout à fait officiellement, les dirigeants de l'ANC qui s'y trouvent en exil. La délégation était conduite par Gavin Relly, président de l'Anglo-American Corporation, un des plus grands groupes financiers du pays, et comprenait d'autres représentants tout à fait autorisés, comme on dit, de la haute finance et de la grande industrie.

La délégation s'est entretenue avec Oliver Tambo, principal dirigeant de l'organisation nationaliste noire, contre l'avis du président sud-africain Botha qui avait affirmé son opposition à une telle rencontre. Gavin Relly l'a justifiée de la façon suivante : « Nous ne pouvons pas avoir de croissance économique sans réformes politiques et de même nous ne pouvons pas avoir de réformes sans croissance ».

C'est donc un désaveu public que les magnats du « big business » sud-africain ont infligé à la politique de Botha. Voilà que ces hommes, qui ont bâti leur puissance économique sur la surexploitation du prolétariat noir et donc sur le système d'Apartheid, se présentent maintenant en partisans des « réformes » au point de signifier publiquement que l'immobilisme du régime ne les satisfait plus.

En hommes d'affaires qui ne s'embarrassent pas de formules, ils disent d'ailleurs carrément ce qui inspire leur attitude : la continuation de leurs affaires exige désormais les « réformes politiques ». Il n'y a là aucun souci humanitaire pour la population noire d'Afrique du Sud ; mais la montée des luttes de la population noire, sa détermination de plus en plus grande à se battre contre l'Apartheid, leur font craindre le pire. Depuis plus d'un an maintenant, les grèves succèdent aux grèves, les émeutes aux émeutes, que la répression sanglante exercée par la police de Botha échoue à briser. Mais surtout, la tension permanente, fait plus grave encore pour des financiers, entraîne un manque à gagner persistant. Les capitaux occidentaux perdent confiance et se retirent. La monnaie sud-africaine, le rand, a perdu en un an 40 % de sa valeur.

Les chefs de la grande bourgeoisie sud-africaine, à l'instar de la haute finance occidentale — quand les uns et l'autre ne sont pas

étroitement liés — prennent donc leurs distances d'avec le gouvernement Botha. Ce que ces gens-là attendent d'un gouvernement et d'un Etat, c'est qu'ils se montrent efficaces à faire régner l'ordre, à maintenir les classes exploitées dans la résignation, efficaces à assurer des conditions « normales » d'exploitation.

Pendant des années, le système d'Apartheid et la répression sanglante du régime l'ont été : les magnats de « l'Anglo-American » et autres n'avaient rien à y redire. Ils pouvaient encaisser les profits de l'Apartheid.

Aujourd'hui, les choses changent, et avec leur instinct de classe aiguisé par leur sens du tiroir-caisse, ces grands capitalistes sentent que la résistance du gouvernement Botha, son opposition à tout aménagement significatif de l'Apartheid, qui entraînent la radicalisation des masses noires, risquent de les faire marcher vers la catastrophe. Alors ça les rend anti-racistes, ou au moins quémandeurs des quelques concessions qui pourraient peut-être sauver encore l'essentiel...

Et l'essentiel pour eux, ce sont leurs affaires, la rentrée régulière des profits. Ils estiment aujourd'hui que se montrer trop solidaires du gouvernement Botha serait un mauvais calcul.

Ils veulent désormais une assurance pour l'avenir. Et il est significatif que ce soit auprès d'Oliver Tambo le leader de l'ANC, qu'ils soient allés la souscrire.

C'est que l'ANC, le Congrès National Africain, qui a aujourd'hui plus de soixante-dix ans d'âge, et dont le leader Nelson Mandela est en prison depuis vingt-cinq ans, est sans doute l'organisation qui dispose, encore aujourd'hui, du plus grand prestige dans la population noire. Mais c'est aussi une organisation qui n'a jamais fait mystère d'être une organisation de la petite-bourgeoisie nationaliste noire. Créée, inspirée par des notables, avocats, médecins, avides de prendre dans la gestion de la société et l'exercice du pouvoir politique une place que la bourgeoisie blanche leur refuse, elle est l'expression politique reconnue des couches dirigeantes de la communauté noire. Son manifeste, la « Charte de la liberté », adoptée en 1955, se prononce pour une Afrique du Sud multiraciale, dans laquelle toutes les classes de la société sud-africaine vivraient en bonne intelligence.

L'ANC est composée

d'hommes politiques bourgeois qui ne veulent nullement s'attaquer au grand capital, mais seulement être associés au pouvoir, et qui disposent cependant d'un crédit au sein de la population noire. Certes, il est difficile de dire lequel et jusqu'à quand, mais les capitalistes sud-africains, blancs, cherchent une solution de rechange et ménagent donc ces dirigeants de l'ANC ; ils leur paraissent, au cas où il faudrait faire des concessions à la majorité noire et lui reconnaître des droits politiques, capables d'apparaître aux Noirs en révolte comme leurs représentants, tout en garantissant les intérêts du grand capital national et international.

Gavin Relly et sa phalange de grands financiers ont reconnu dans les dirigeants de l'ANC des interlocuteurs possibles. Aussi les ont-ils enfin rencontrés, leur décernant ainsi une sorte de brevet de futurs dirigeants d'une Afrique du Sud délivrée de l'Apartheid.

A mesure que se développe la crise sud-africaine

sous la pression des masses populaires noires, la bourgeoisie prépare ainsi (ou du moins voudrait-elle préparer), tout à fait consciemment, des contre-feux.

Est-il encore possible d'endiguer le mouvement, de trouver une solution politique qui désamorce la crise majeure que les capitalistes sud-africains craignent ? L'avenir le dira. Mais, en gens prudents, les capitalistes commencent à chercher du côté de l'ANC une garantie que celle-ci d'ailleurs, semble toute prête à leur donner.

Le problème pour les masses populaires noires, et en particulier pour le prolétariat, largement majoritaire en nombre et en combattants, serait de forger une direction politique qui soit réellement la sienne, qui ait une claire conscience de ses intérêts de classe et qui sache éviter que la lutte des prolétaires noirs ne débouche finalement sur un résultat décevant : la continuation de leur exploitation dans le cadre d'un régime « multiracial » qui associerait quel-

ques bourgeois noirs au pouvoir comme cela s'est produit dans la Rhodésie voisine.

Mais alors, les pauvres, les travailleurs d'Afrique du Sud auraient la piètre satisfaction de se faire gouverner et exploiter par des membres de leur communauté raciale... comme en ont le triste privilège tous les ouvriers et paysans des pays d'Afrique dits « décolonisés ». La force de ces pauvres d'Afrique du Sud, leur nombre, leur combativité d'aujourd'hui leur permettraient de construire bien autre chose : une Afrique du Sud libérée du joug de l'exploitation, du joug de l'impérialisme, qui pourrait, par la force de l'exemple, faire basculer vers le vrai socialisme l'Afrique entière. Et bien au-delà.

Mais ce qui se trame aujourd'hui n'est pas cela. Et la solution politique que prépare aujourd'hui la direction petite bourgeoise nationaliste de l'ANC, montre combien elle risque de décevoir les espoirs du prolétariat noir d'Afrique du Sud.



Le Cap, le 17 septembre : la police réprime une émeute (AFP)

A bas l'Apartheid !

Une manifestation contre l'Apartheid est organisée le 26 septembre à Paris, avec le soutien de l'UNEF (Indépendance et Démocratie), de SOS-Racisme, du PCI, de la LCR, de la JCR — de la Jeunesse Socialiste, de l'union régionale Force Ouvrière. Les organisations sud-africaines, l'ANC et la SWAPO, ont annoncé qu'elles seraient représentées par une délégation, ainsi

par ailleurs que le Parti Socialiste et la FEN.

Lutte Ouvrière, pour sa part, a également décidé de soutenir cette mani-

festation et appelle tous ses amis, militants, sympathisants de la région parisienne à s'y rendre.

Manifestation le 26 septembre à Paris
A 18 h place Saint-Sulpice
(Métro Saint-Sulpice)

□ Pendant que Jean-Marie Tjibaou, à Hienghène, pratique un paisible retour à la nature — déclarant dans une récente interview au journal *Le Monde* : « Je m'occupe de mon jardin » ; et « Je suis revenu ici pour sortir de la scène », le scrutin du 29 septembre prochain est activement préparé... à 20 000 kilomètres de là, dans les bureaux de l'administration parisienne.

Cent trente huit magistrats, tirés au sort (du moins officiellement), devront — tant pis pour eux — être installés en Nouvelle-Calédonie la veille du scrutin afin de surveiller et garantir le bon déroulement des opérations de vote. Ces membres du gratin de l'administration française pourront du moins juger sur place de ce que des années de colonisation française ont fait pour la population de Nouvelle-Calédonie. Oyaguette, par exemple, village du Nord, ne possède ni eau courante, ni électricité, ni radio. Mais ses habitants ont quand même mis « des fougères neuves » dans la pailasse du juge annoncé...

ce qui signifie que la population est prête à l'accueillir chaleureusement.

D'autres juges devront être parachutés, (très exactement : hélicoptérés), dans la localité de leur bureau de vote. Car à cette occasion, on apprend l'existence de villages coupés de tout, totalement isolés dans la montagne, qu'il faut des heures pour atteindre... à cheval. Bref, cette campagne électorale sera au moins instructive à tout point de vue pour toute une armada de magistrats. Certains se croient encore au temps des colonies si l'on en juge par le stock de médailles de Saint-Louis emporté dans ses bagages par l'un d'entre eux afin paraît-il de « faciliter le contact avec les Mélanésiens » !

Recevra-t-il la monnaie de sa pièce ?

Tout ce dispositif judiciaire sera couronné par quatre « super-magistrats » (un pour chaque région) dûment flanqués du lot de pandores et d'argousins approprié : deux gendarmes feront le planton à l'entrée de chaque bureau de

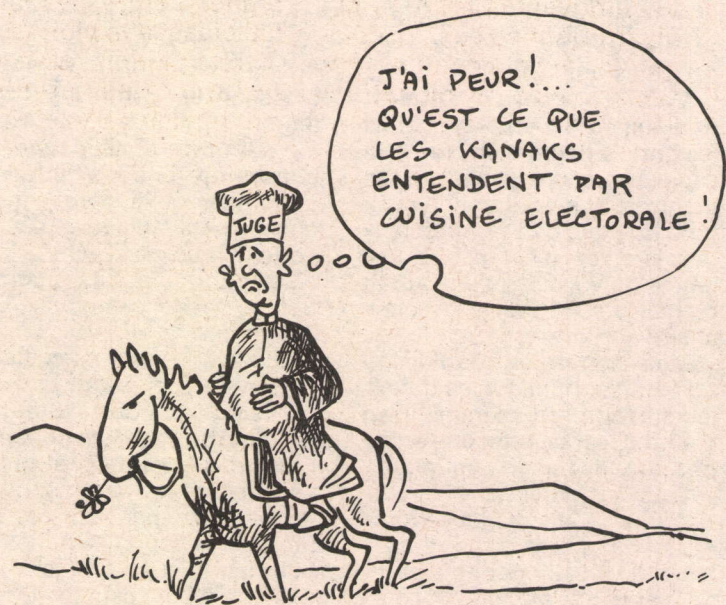
vote ; un groupe de gendarmes mobiles surveillera d'un peu plus loin le bon ordre des élections. Il sera renforcé dans les régions où la situation est un peu trop tendue au goût des autorités. Total, 3 000 hommes en armes.

On ne sait pas comment tout ce beau monde sera finalement reçu sur place. Mais le gouvernement français semble en tout cas particulièrement préoccupé du bon déroulement de ce scrutin qu'il a eu tant de mal à mettre sur pied.

Les juges français doivent être préoccupés aussi. Ils n'ont pas été consultés sur le lieu de leur affectation. C'est le premier président de la Cour de cassation, Simone Rozès, qui procède aux affectations des 138 magistrats ordinaires... « à l'aveuglette » dit-on.

Espérons que les populations des campagnes canaques seront plus tendres à l'égard des « juges en bois brut » et des gendarmes que les matrones de Brive-La-Gaillarde chantées par Brassens !

LES TRISTES PENSÉES D'UN JUGE
GRAND LECTEUR DU FIGARO...



Après la Nouvelle-Calédonie et la Guadeloupe, demain la Guyane?

Avant de se rendre à Muroa, Mitterrand a donc fait un crochet en Guyane pour assister au lancement (raté) d'une fusée Ariane au centre de recherches spatiales de Kourou.

Eh oui, la Guyane est aussi une colonie de l'impérialisme français, même si on en parle moins — pour l'heure — que la Guadeloupe ou de la Nouvelle-Calédonie. Pourtant, ce département français d'outre-mer, pourrait bien, lui, aussi, connaître un jour ou l'autre une situation tendue. Il ne manque pas de raisons, en effet, pour que les Guyanais, à leur tour, contestent la domination française.

Avec ses 73 000 habitants pour une superficie de 91 000 km², la Guyane est un pays sous-peuplé. Adossée au Brésil, elle est couverte à 90 % par une forêt amazonienne impénétrable. Les principales voies de communication sont des voies d'eau. La population est une véritable mosaïque de peuples : les Indiens à l'intérieur des terres, des Noirs marons descendants des esclaves, et des immigrants venus des pays voisins (Brésil, Surinam, Haïti). Il y a même une colonie asiatique, implantée par le gouvernement Giscard en 1975.

Les colons français n'ont, par contre, jamais été très nombreux. Il faut dire que 7 000 des 12 000 premiers colons, arrivés au XVIII^e siècle, furent décimés par des fièvres. Ce « désastre de Kourou » a beaucoup refroidi les candidats à la colonisation. En 1789, il n'y avait que 2 000 colons pour 12 000 esclaves noirs.

Pendant un siècle ensuite, jusqu'en 1947, la Guyane a

servi de baignoire. Les bagnards, employés dans les briqueteries par exemple, ont longtemps fait office de main-d'œuvre, ce qui n'a pas contribué au développement économique. Le résultat, c'est que la Guyane est particulièrement sous-développée. L'implantation d'une culture de produits tropicaux (canne à sucre ou cacao), comme il y en a dans les Caraïbes, a échoué. La Guyane doit importer tous les produits de première nécessité, soit 90 % de sa consommation de lait et même 97 % de ses besoins en ovins.

Ce sous-développement voisine maintenant avec le *nec plus ultra* de la technique. En effet, en 1964, Kourou est devenu un centre de recherches spatiales. C'était, paraît-il, le meilleur endroit pour effectuer des lancers de satellites. Mais la colonie de spécialistes français y vit en vase clos. Elle peut bien disposer d'une antenne médicale, elle ne sert pas à la population indigène. Ainsi, en 1982, *Le Monde* relevait qu'un système d'hémodialyse y était installé mais qu'il ne servait en tout et pour tout qu'à une seule personne au cours de l'année : un missionnaire français !

Autant dire que le spectacle de ces ingénieurs et de ces scientifiques faisant les calculs les plus sophistiqués à quelque chose de provocant pour les Guyanais quand on sait qu'en 1984, douze d'entre eux seulement entraient en terminale C.

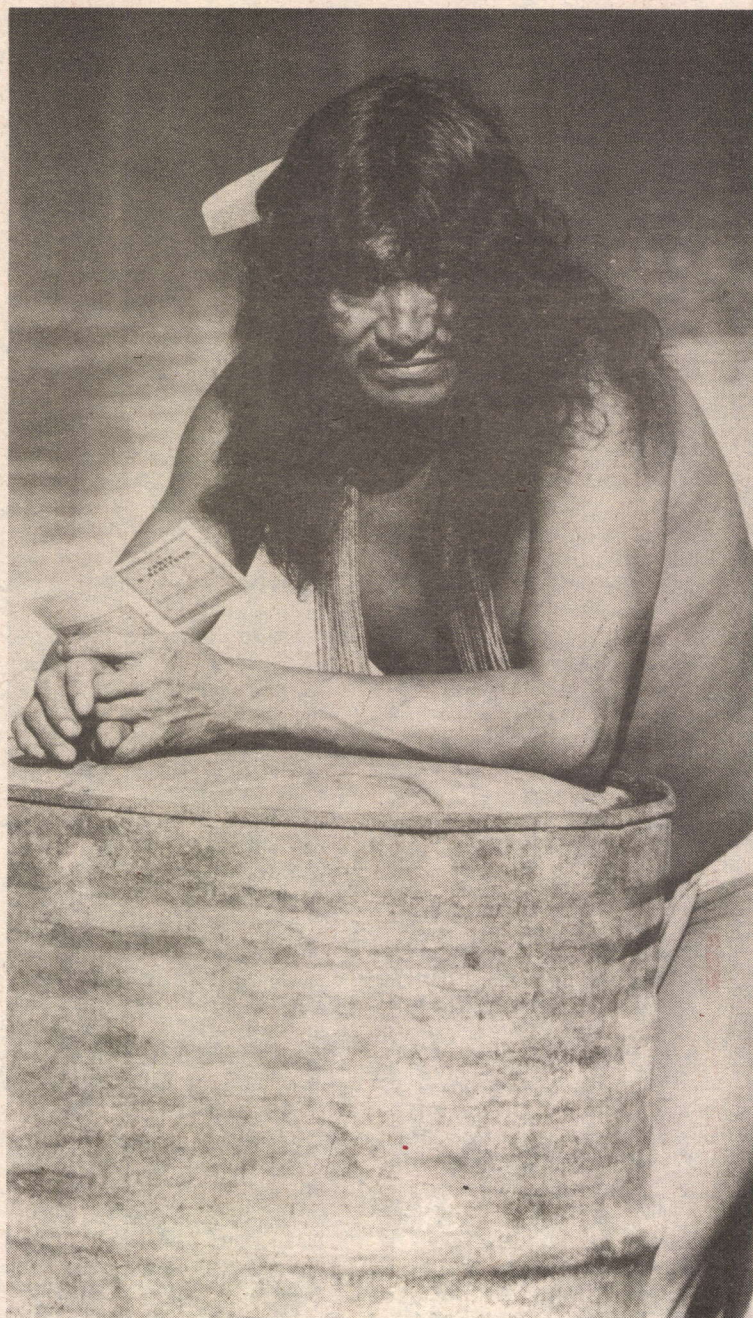
Ces installations spatiales... et la population guyanaise sont sous bonne garde, puisqu'on trouve une garnison de la Légion Etrangère, d'un millier d'hommes environ.

La vie politique en Guyane ressemble à s'y méprendre à la vie politique dans bien des DOM-TOM, avec ses partis de notables, calqués sur ceux de la métropole, à l'exception du PC qui n'existe pas. On a ainsi un RPR, un RDG (Rassemblement pour la Défense de la Guyane) proche du PR, et un PSG, Parti Socialiste Guyanais, créé en 1956 par un ex-membre de la SFIO. Les premiers n'auraient qu'à imiter le RPCR de Lafleur en Nouvelle-Calédonie. Quant au PSG, il pourrait redonner un peu de lustre à la revendication de l'autonomie qu'il a complètement mise sous la table depuis qu'il a gagné les élections à l'assemblée régionale en 1983.

Cela dit, la Guyane compte également des militants indépendantistes dont le principal mouvement est l'Union des Travailleurs Guyanais, un syndicat qui a animé des grèves entre 1971 et 1974 et a contesté en 1973 l'installation de la Légion. A plusieurs reprises des militants indépendantistes ont été jugés par des tribunaux français.

Autant dire qu'il suffirait d'un rien pour mettre le feu aux poudres en Guyane, tout comme récemment en Nouvelle-Calédonie et en Guadeloupe. En août dernier, les accrochages avec les légionnaires venus « ratonner » en ville ont été particulièrement violents de part et d'autre. Ils ont entraîné la création d'un « Comité pour jeter la Légion hors de Guyane ». Preuve que la présence coloniale est mal supportée. Et que, pour l'impérialisme français, le plus grand « désastre de Kourou » est peut-être à venir.

Jacques FONTENOY



Tenant sa carte d'identité, un Indien des zones frontalières de la Guyane « française ». L'Etat français donne le droit de vote aux « citoyens » des DOM-TOM, mais pas la possibilité de sortir du sous-développement

dans
les entreprises

Les commandos du patronat

Dans la nuit de dimanche à lundi, une cinquantaine de gros bras ont attaqué l'usine Thomson-Téléphone de Colombes, dans la banlieue parisienne. Armés de matraques et de bombes lacrymogènes, ils sont venus avec des camions, soi-disant pour s'emparer de certaines archives.

Mais les archives n'étaient évidemment qu'un prétexte. Ils les ont d'ailleurs bien plus saccagées que démenagées, ces archives. Et si la direction avait tenu tant que ça à ses précieux dossiers, ce n'est pas à une bande de voyous qu'elle aurait confié le soin d'aller les chercher.

Mais non, le but de l'opération était d'intimider les travailleurs. Thomson, comme bien d'autres, est en effet une entreprise qui licencie et qui mute.

C'est justement à une mutation que depuis quelques jours quelques dizaines de travailleurs de l'usine s'opposaient, soutenus par nombre de leurs camarades.

Alors, comme ils n'obtempéraient pas au doigt et à l'œil, elle a envoyé cinquante hommes de main contre la demi-douzaine de militants de la CGT qui restaient la nuit dans

l'usine pour surveiller.

Il y a quelques jours, le gouvernement, la presse, les notables de tout genre se sont beaucoup émus de ce qu'ils ont appelé des « actions commandos » de la CGT.

Mais les commandos, les vrais, ce sont le plus souvent les patrons qui les organisent et les lancent contre les travailleurs.

Voilà des années que les patrons, qui ont pris l'offensive à la faveur de la crise, contraignent les travailleurs à reculer : perte du pouvoir d'achat, licenciements, mutations, aggravation des cadences ou des conditions de travail.

On voit, avec l'exemple de Thomson, que le fait de courber le dos ne nous évitera pas les coups. Bien au contraire. Plus nous accepterons de choses, et plus les patrons, rassurés par notre passivité, se sentiront forts pour avoir recours à la brutalité et à la force.

Aujourd'hui, justement, où le PCF n'est plus solidaire du gouvernement socialiste une petite minorité de militants communistes organisent une résistance spectaculaire, certains en arrêtant un train de machines vers l'Espagne cet

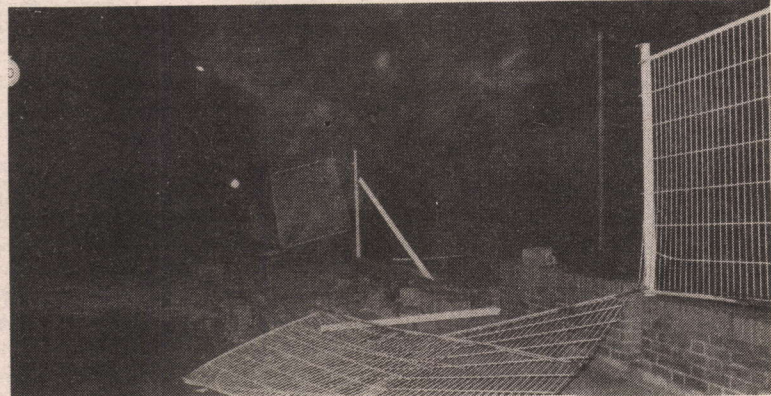
été, d'autres en montant la garde pour qu'on ne déménage pas leur outil de travail.

Mais camper auprès des machines ou des dossiers, est-ce vraiment cela qui empêchera de supprimer les postes de travail ? Est-ce que, au contraire, cela ne permet pas aux directions — on voit qu'elles en sont largement capables — d'envoyer systématiquement des nervis à défaut des flics ?

Il y a encore très peu d'années, lorsque les travailleurs n'étaient pas démoralisés, lorsque le PCF comptait deux fois plus d'électeurs, ses dirigeants étaient toujours en train d'arrêter le moindre mouvement, en taxant ceux qui voulaient lutter d'être des « irresponsables », des « aventuristes ».

Aujourd'hui, on passe à la position diamétralement inverse. Est-ce vraiment la bonne ?

Si le PCF veut faire simplement une démonstration destinée à convaincre ses électeurs futurs (et en fait surtout passés) qu'il est le seul à faire quelque chose, qu'il est le seul à avoir le courage de se battre, le seul à subir la répression, il y réussira peut-être.



Thomson-Colombes : la grille défoncée de l'usine. (AFP)

Mais même si notre sympathie, comme celle de nombreux travailleurs, va aux militants qui essaient de défendre les travailleurs plutôt qu'à ceux qui les critiquent et à plus forte raison à ceux qui les agressent, nous pouvons quand même leur poser la question : est-ce que cette politique sert vraiment, au-delà des intérêts électoraux du PC, les intérêts de l'ensemble des travailleurs face au chômage et à la crise ?

Pour le moment, les travailleurs sont spectateurs. Peut-être voteront-ils pour le PC aux prochaines élections. Mais une fois de plus, ce n'est pas cela qui changera quelque chose. Ce qui pourrait changer quelque chose, c'est qu'ils soient nombreux à entrer en lutte en même temps, de toutes les catégories, partout en France.

Oui, on peut faire payer les riches. Comme les riches font marcher les pauvres : à coups de trique. Mais pour cela, il faut être nombreux du bon côté du bâton.

Editorial des bulletins d'entreprise du 16 septembre 1985

Incendie en Cévennes

Une section de légionnaires qui cerne au pas de course un flanc de montagne et, dans trois hélicoptères volant portes ouvertes au ras des feuillages, d'autres légionnaires prêts à sauter... Voilà le spectacle auquel ont eu droit les habitants de la petite ville de la Grand-Combe dans le Gard. L'objectif de la démonstration : la capture d'un éventuel pyromane qui ne sera d'ailleurs pas retrouvé.

Après un incendie gigantesque qui a détruit 7 000 hectares, des maisons, du bétail, obligé les pompiers à évacuer en catastrophe plusieurs villages ainsi que le quartier de l'Arbous à la Grand-Combe, bien des questions restent posées.

Certes, il est probable qu'il y a eu un ou plusieurs pyromanes, mais comment se fait-il que 7 000 hectares puissent brûler comme cela ?

La réponse, bien des habitants du Gard la connaissent : les rapides propagations d'incendie sont essentiellement dues au manque d'entretien des forêts.

Aux anciennes Cévennes agricoles, dont la principale production était la châtaigne dont on tirait une farine, ont succédé, avec l'ouverture des mines, des Cévennes industrielles qui ont converti les paysans en ouvriers. Puis la mévente de la châtaigne accentua encore l'exode rural. Les

châtaigniers furent soit délaissés, soit coupés et vendus aux usines de tanin. A leur place ont repoussé en buissons des châtaigniers sauvages (les « cabasses »), beaucoup plus inflammables que les châtaigniers séculaires d'antan. On planta aussi de nombreux pins, excellents pour le bois de mine, mais flambants comme de l'essence. Enfin peu à peu les troupeaux disparurent. Tous ces phénomènes successifs dégradèrent la forêt laissant les sous-bois envahis par la broussaille.

Un important effort a été fait pour créer des chemins de défense contre l'incendie... mais cela s'est avéré dérisoire : à quoi peut servir un coupe-feu tracé au bulldozer quand l'incendie enjambe même les routes nationales ?

Pour enrayer les incendies, il faudrait en effet débroussailler des milliers d'hectares. Le ministère a sorti une loi dans ce sens. Mais ces bonnes intentions, en admettant qu'elles ne soient pas proclamées que pour le communiqué, se heurtent à un mur : celui de la propriété.

Dans les Cévennes depuis longtemps déjà, la propriété ne rapporte rien. Les générations se sont succédé sans que les descendants jugent utile de payer un notaire pour la partager. Maintenant la pro-

priété est bien souvent en indivision à 20 ou 30 petits-enfants qui habitent aux quatre coins de l'hexagone, ignorant même parfois qu'ils sont propriétaires.

Alors, qui va débroussailler ? Quant aux pouvoirs

publics, leurs intentions s'arrêtent là où commence la propriété, incapables qu'ils sont de prendre en charge ce qui n'est pas rentable aux personnes privées.

Dans ces conditions,

pyromanes ou non, les incendies ne peuvent être que fréquents dans les Cévennes. La catastrophe de cette année est la plus importante de mémoire d'homme, mais ce n'est certainement pas la dernière.

Correspondant L.O.

Delle (Territoire de Belfort) l'Allaine fraîche

Dans la région de Delle, au sud du Territoire de Belfort près de la Suisse, dix mille personnes sont privées d'eau potable. Dès le 13 septembre, une pollution des réseaux s'est étendue à une douzaine de communes, et le 17, la situation était toujours incertaine, personne ne pouvant avancer la date à laquelle la situation permettrait d'assurer une distribution normale.

A l'origine, un écoulement dans l'Allaine, petit affluent du Doubs, de 4 000 litres de déchets industriels contenant du phénol.

Fuite accidentelle, expliquent les patrons de l'UDD-FIM, gros fabricant d'isolants pour l'industrie électromécanique. Une fuite qui ressemble à s'y méprendre à une vidange de fin de semaine organisée en deux fois. Une première fois vendredi avant

18 heures. La deuxième fois, le samedi après-midi alors que depuis le matin des voitures surmontées de haut-parleurs sillonnaient les communes pour prévenir la population de ne pas consommer l'eau du robinet devenue dangereusement toxique !

Les vidangeurs ont eu la main lourde, une concentration de 35 microgrammes par litre étant atteinte dans les réseaux d'eau potable qui ont été contaminés immédiatement, les stations de pompage et les captages étant situés en aval du pollueur.

Non sans difficultés et avec retard pour certaines communes, un plan de secours a été mis en place. Les pompiers et les laitiers ont d'abord distribué l'eau à l'aide de citernes et de fourgons-tonne. Mais c'est vite devenu insuffisant devant les besoins. Et c'est avec beaucoup de mal qu'ont été trouvés

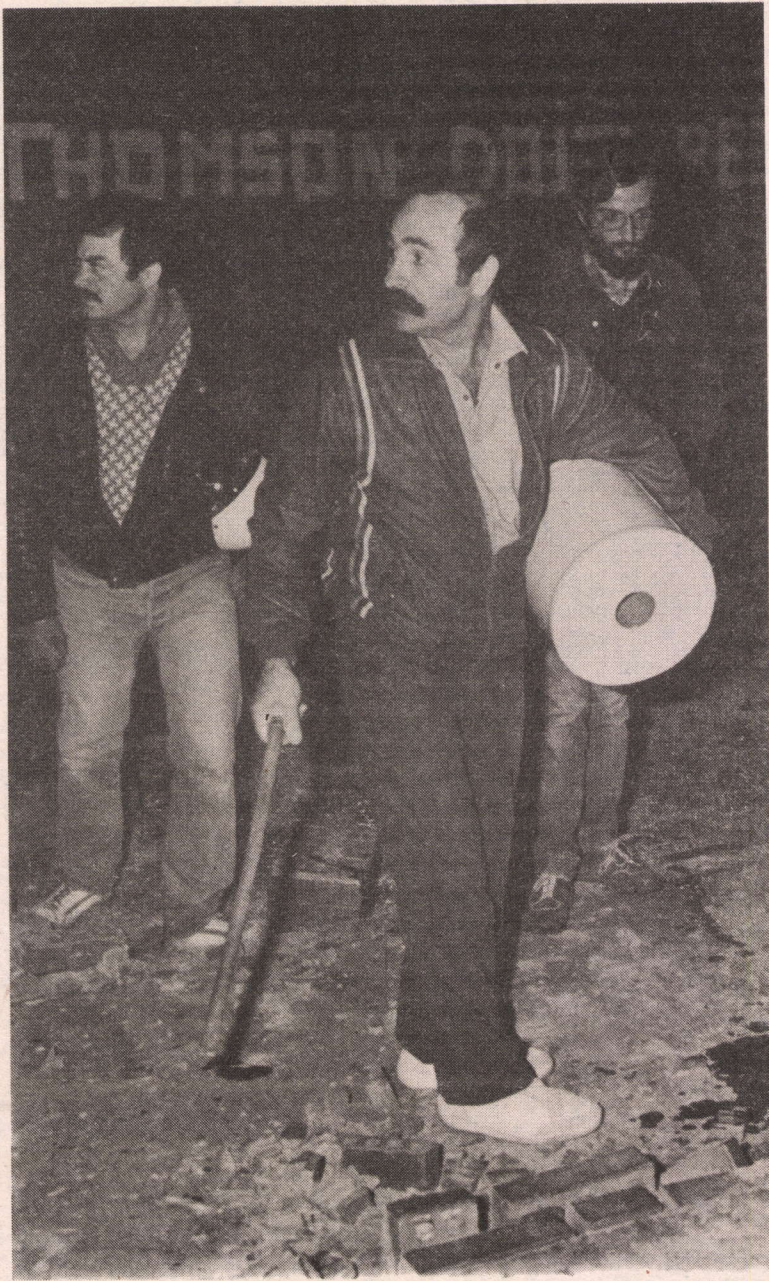
et installés sept kilomètres de tuyaux pour raccorder les réseaux contaminés à d'autres, situés plus loin et, en principe, indemnes de pollution. Toute la réserve des pompiers des villes environnantes y serait passée.

Pour une fois, le pollueur est bien identifié. UDD-FIM a investi gros récemment pour moderniser ses moyens de production et pouvoir vendre ses isolants aux Japonais, aux Américains et à l'Alstom. Mais, pour ce qui est des produits dangereux, il est quand même moins coûteux de prendre le risque de se faire pincer et d'empoisonner bêtes et gens que de mettre le prix pour confiner ou faire retraiter les déchets toxiques.

Le coupable est reconnu, mais il n'est pas encore condamné ; il a respecté la loi... du profit.

Correspondant LO

Colère, mais résignation



Après l'opération de commando, des militants CGT ramassent des matraques et des rouleaux de papier devant l'entrée. (AFP)

Déménagements « Letendre »

Dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 septembre, la direction de la Thomson envoyait dans l'entreprise de Colombes, aux alentours de deux heures du matin, une cinquantaine de déménageurs un peu spéciaux — casqués, masqués, armés de matraques et bonbonnes de gaz lacrymogènes. Il s'agissait d'emporter du matériel du sixième étage — celui du service commercial dont le personnel doit être muté, par vagues successives, dans un établissement de Verrière, près de Trappes. Mais il semblerait que la première destination des déménageurs ait été le local du CE où cinq personnes, travailleurs et délégués CGT, « surveillaient » comme le syndicat le fait, avec la collaboration de la municipalité communiste et le soutien des syndicats FO ou CFDT, depuis déjà une quinzaine de jours (« surveillance » qui consiste en une permanence sur place, réduite en nombre, jusqu'à tard le soir et parfois la nuit, et quelques rondes nocturnes, en voiture, autour de l'usine).

Les déménageurs (d'une entreprise privée d'Asnières « Letendre ») bousculèrent les présents, et les retinrent prisonniers après avoir distribué quelques coups, quelques giclées de gaz.

Tout se serait passé sans problème si une employée habitant dans le voisinage, à la recherche du chien de sa voisine, n'avait pu donner l'alerte. Rapidement, plusieurs dizaines de personnes, militants syndicaux pour la plupart, étaient sur les lieux. Ils purent constater que l'activité des déménageurs avait surtout consisté à enfoncer une cloison, à commettre divers dégâts et déprédations dans les locaux. La télévision en offrit le lendemain quelques images. Puis, pour éviter les travailleurs rassemblés sur les lieux et aux portes, les gros bras dans leurs camions prirent la fuite en jouant les passe-murailles : un muret surmonté d'un grillage fut enfoncé. Et les camions disparurent.

Evidemment, l'agression nocturne des cinq travailleurs et militants CGT par un commando d'une cinquantaine de déménageurs, dans la nuit du dimanche au lundi, a soulevé l'émotion. Beaucoup en avaient eu vent par France-Inter, le matin même. Et c'était la stupéfaction. Que les directeurs de la Thomson, celui de Colombes en particulier qui joue au responsable libéral et compréhensif, aient commandité une telle équipée, a profondément choqué l'ensemble du personnel, cadres et petits chefs inclus. Evidemment, ce n'était pas les habitudes de la maison. Pas encore du moins. Mais les travailleurs ont pu constater que ça pouvait le devenir. Et c'était probablement, aussi, le but de l'opération. Impressionner. Montrer que les choses pouvaient devenir plus sérieuses. Frapper fort — relativement aux mœurs en vigueur du moins — pour signifier à tous qu'il n'était plus question de plaisanter avec les mutations et les réorganisations prévues par le trust — nationalisé — depuis la fusion Thomson — CIT — CGE.

Ce lundi matin, en effet, une quarantaine de travailleurs du service commercial de Colombes, mutés près de Trappes, avaient décidé de ne pas obtempérer, de ne pas se présenter sur leur nouveau lieu de travail mais de venir à Colombes. Et cela, avec le soutien de travailleurs de Colombes, de 200 à 400 d'entre eux sur les 1 800 de l'entreprise qui, depuis l'annonce de la mutation — le mardi précédent — avaient cessé le travail et participé à diverses manifestations de protestation.

La direction comptait donc impressionner, démolir. Et elle y a réussi, sans y réussir.

Le lundi matin, sous le coup de l'agression nocturne, près de cinq cents personnes participèrent à une assemblée générale dominée par l'indignation profonde, si ce n'est la franche colère. Des employés ou techniciens peu ou jamais présents à des assemblées générales étaient là. Ça se voyait. Et tout le monde acquiesça — par un silence approbateur — aux diverses actions proposées pour la journée et le

lendemain par les syndicats, CGT largement majoritaire en tête. Toute la journée, les locaux de l'entreprise, bureaux, ateliers furent désertés car, de fait, l'indignation débordait le cadre de ceux qui avaient participé à l'AG. Personne n'avait le cœur à travailler. Même les plus timides, les plus réticents face aux grèves ou seulement aux débrayages étaient sous le coup de ce qu'on avait osé leur faire, à eux.

La journée fut remplie par des actions diverses, proposées ou impulsées par les uns ou les autres, dans une certaine improvisation. L'une recueillit les faveurs : le bref détournement, par l'intérieur de l'entreprise, des véhicules circulant sur une avenue limitrophe. Un autobus, un gros camion et tout un cortège de voitures particulières furent chaleureusement ovationnés à leur entrée dans l'entreprise. Il faisait beau. Certains parlaient de sortir les lances à incendie, « comme en 1968 », mais on n'en arrivera pas là.

Le lendemain, mardi, quatre cents personnes de Colombes participèrent encore à une assemblée générale où avaient été convoquées des délégations syndicales, plus ou moins fournies, de diverses entreprises des Hauts-de-Seine. Près de 1 500 personnes au total, qui, le maire communiste de Colombes en bonne place, manifestèrent ensuite dans la ville. (Le maire avait fait placarder une affiche dans toute la commune, une affiche « officielle » avec bandeau bleu-blanc-rouge informant la population de l'agression des nervis patronaux).

Le mauvais coup de la direction ne resta donc pas sans réaction. L'indignation fut quasiment unanime et, ni lundi, ni mardi, le travail ne reprit réellement dans l'entreprise. Mais la politique de la direction n'en fut pas contrée pour autant. Dès le lundi après-midi, les travailleurs mutés à La Verrière et qui ne s'y étaient pas présentés le matin le faisaient. Ils partaient. Et il semblait déjà assuré — implicitement — que le nouveau contingent d'appelés à La Verrière pour le lundi suivant, 23 septembre, étaient moralement prêts au départ.

Des centaines d'em-

ployés — et de nombreux pour la première fois — avaient cessé le travail au moins une journée entière. Mais pour protester contre des méthodes jugées scandaleuses, plutôt que pour s'opposer à la politique de mutations. Les syndicats la dénoncent fermement, dans leurs discours, mais la grande majorité des travailleurs, hormis la centaine des plus combattifs, ne croit pas qu'on puisse les empêcher et n'a pas envie, dans l'état actuel des choses, de chercher à le faire par la lutte.

Alors, malgré la mobilisation de ces derniers jours, la direction n'est pas empêchée d'avancer ses pions. Réorganisation, restructuration, mutations qui sont peut-être l'antichambre de l'ANPE vont leur bonhomme de chemin. Et tant pis si des travailleurs de Colombes, généralement résidents de la banlieue nord, doivent déménager dans la grande banlieue ouest, quand ce n'est pas — comme c'est programmé pour un avenir plus ou moins proche — pour la Bretagne ou pour Strasbourg. Sur les quelque 1 800 personnes qui travaillent encore aujourd'hui à Colombes, près de 1 200 seraient amenées à partir, et il n'est pas dit que le site même soit à terme totalement fermé. Mais quand et comment ? La direction a pour politique de ne rien dire — si toutefois elle sait quelque chose — et de répandre ainsi incertitude et inquiétude. Elle vient par ailleurs d'assigner en référés 13 délégués et salariés pour participation aux « diverses actions de blocage » selon l'accusation ! et généralement approuvées.

Les jeux ne sont pas faits, certes. Mais la direction va de l'avant. Les actions proposées par la CGT — largement majoritaire —, par la CFDT ou FO, sont suivies par quelque deux cents personnes, favorablement considérées par bien d'autres. Mais la lutte, la grève, la vraie qui pourrait faire reculer la direction n'est pas à l'ordre du jour. Derrière les coups de colère provoqués par les méthodes peu élégantes des responsables du trust — qui les veulent probablement telles pour impressionner et démoraliiser — la résignation l'emporte, jusqu'à présent.

Contrôleurs aériens : il y a de la colère dans l'air

Les syndicats des contrôleurs aériens, la CGT, la CFDT, le CFTC, le SNCTA et le SAPAC, ont appelé à la grève les 18 et 19 septembre, comme le 5 septembre dernier, parce que le secrétaire d'Etat chargé des Transports, Jean Auroux, vient d'opposer une fin de non-recevoir à leurs revendications. Le gouvernement refuse d'intégrer les primes, qui se montent de 35 à 45 % du salaire, dans le calcul

des retraites. D'autres salariés de l'Etat, comme les gardiens de prison, les policiers et les gendarmes, bénéficient de l'intégration des primes dans le calcul des retraites. C'est parce qu'il s'agit de professions à risques, prétend le gouvernement, qui les appelle des « catégories exposées ». Après la série d'accidents d'avion de cet été, les risques semblent exister dans l'aviation civile... au moins

celui d'être pris pour bouc-émissaire en cas de catastrophe !

Les contrôleurs aériens sont indignés. Selon la presse, les grévistes ont paralysé les centres d'Aix, Brest et Reims. Quant aux autres, celui d'Athis-Mons a fonctionné à 80 %, celui de Bordeaux à 50 % et les tours de contrôle comp- taient, à Orly, 80 % de grévistes et à Roissy 50 %.

□ RATP

La grève d'une heure continue sur la ligne Balard-Créteil

Depuis le 5 septembre, les conducteurs de métro de la ligne 8 (Balard-Créteil) sont toujours en grève d'une heure à prise ou fin de service. Il faut rappeler que cette grève a démarré lorsque la direction a voulu imposer des nouveaux tableaux de service d'hivers avec cinq équipes de moins sur toute la ligne. Cela correspond à une dizaine de conducteurs en moins sur 245. Et de plus, les conducteurs n'ont pas du tout apprécié le procédé : la direction les a consultés sur ces tableaux : ils ont refusé à 75 %... et on veut les leur imposer !

Jusqu'à présent cette grève a été bien suivie par l'ensemble des conducteurs. Et depuis le 16 septembre à Balard, ce sont les chefs de manœuvre, les chefs de départ et sous-chefs de terminus qui débrayent une heure eux aussi. Ce qui nous a permis de voir le spectacle assez réjouissant de trois inspecteurs, les plus hauts gradés de la ligne, remplacer les grévistes et s'occuper du départ pour que les trains continuent à circuler. C'est ainsi qu'on a pu voir à Balard, mardi 17 par exemple, le chef de ligne arriver dès 5 heures du matin dans la crainte d'un débrayage surprise !

Pour le moment, la direction n'a fait qu'une seule proposition à l'intersyndicale du 16 septembre : redonner, peut-être, une équipe sur les cinq qu'elle voulait supprimer. Proposition que les conducteurs ont jugé tout à fait insuffisante.

La direction joue le pourrissement de la grève malgré le fait que, depuis le 5 septembre, tous les jours, environ 90 % de travailleurs font grève. Il est vrai qu'elle a été un peu aidée par des dirigeants et des délégués du syndicat Autonome qui ont déjà essayé d'arrêter la grève une première fois le jeudi 12 septembre. Depuis le mardi 17, les dirigeants et certains délégués des Autonomes essaient de faire reprendre le travail. Pour le moment, ils ne sont pas très écoutés.

Tel qu'il est, ce mouvement gêne tout de même la direction. A la RATP, tout le monde est plus ou moins au courant. Jusqu'à présent, seule la ligne 9 a fait une heure de grève vendredi 13 septembre sur des problèmes de suppressions de postes également.

Mais la direction peut craindre que dans d'autres endroits, la grève démarre. Elle a d'ailleurs cédé rapidement sur un problème de parking aux conducteurs du RER à Rueil-Malmaison.

Dans ce mouvement, la CGT joue le principal rôle dirigeant et, malgré la présence de Claude Quin, membre du PCF, à la présidence du Conseil d'administration, elle est pour le moment déterminée à ce que le mouvement aille aussi loin que possible. Ce qui ne peut que lui ramener la sympathie des travailleurs déçus depuis 1982.

Au moment où nous écrivons, les grévistes sont déterminés à continuer. Ils disent que « si on arrêtait maintenant la grève, on aurait perdu de l'argent pour rien ».

Correspondant LO



□ ELF — Villabé (Essonne)

Grève à la station-service

A la station Elf de Villabé, près de Corbeil, sur l'autoroute du Sud (A6), les employés sont en grève depuis le 2 septembre.

La station Elf est passée en gérance depuis un an, ce qui a permis à Elf de diminuer le personnel — il est passé de 48 à 28 — et de verser des salaires bien inférieurs — entre 5000 et 5300 F par mois, alors que les salaires de la station étaient il y a un an de 7000 à 8000 F.

Elf en a profité aussi pour restreindre les compensations en repos de tout le monde. De plus, pour nettoyer la station, il n'y a plus maintenant qu'une femme de ménage payée au SMIC, au lieu de deux. Bref, depuis la gérance, les conditions de travail dans la station se sont détériorées.

C'est l'arrivée du nouveau gérant qui a provoqué notre colère : il parlait de licencier 5 employés sur les 28.

Nous n'avons pas accepté et, depuis le 2 septembre, nous occupons la station en permanence. Celle-ci est complètement immobilisée.

Ensemble, nous avons décidé de lutter avec l'appui de la CGT locale pour obtenir :

- la suppression des licenciements ;
- une augmentation de salaires de 50 % ;
- une organisation différente de la station, qui permettrait de meilleures conditions de travail pour tous et un meilleur service pour les clients. Nous voulons le retour d'une partie de la station en traditionnel — service par les pompistes, alors que tout fonctionne à l'heure actuelle en self-service. Cela veut dire embaucher du personnel supplémentaire.
- une prime de 18 % pour les 3x8 et les 35 heures hebdomadaires ;
- une prime de 13 % pour

les 2x8 et les 39 heures hebdomadaires alors que nous travaillons 42 heures ; — le paiement des heures de grève ;

— une reprise en charge des frais de transports.

Nous avons essayé de faire connaître notre mouvement en distribuant des tracts dans les communes environnantes et au siège d'Elf à La Défense. Nous avons aussi organisé une opération-escargot sur l'autoroute : nous avons collé des affiches sur les voitures et roulé groupés à vitesse réduite sur deux voies.

Elf, c'est la plus grosse société pétrolière française, et elle a largement de quoi payer ce que nous demandons.

A la station, nous sommes bien décidés à nous battre jusqu'à l'obtention des revendications !

Correspondant LO

□ CEPEM - Orléans

Avec ses roulettes, il veut nous rouler

A l'Emaillerie, au contrôle Sud de la CEPEM-Orléans, plus ça va, moins nous sommes nombreuses. A la rentrée des vacances, la chaîne a été raccourcie, et nous devons maintenant à quatre faire le contrôle et la

mise en containers des pièces, alors qu'avant, il y avait trois embaucheuses en plus.

Comme ce n'est pas possible d'y arriver, de temps en temps nous sommes deux ou trois de plus, selon le bon vouloir des chefs et le travail qu'il y a ailleurs.

Devant nos protestations, le chef d'atelier est venu nous dire qu'il ne veut pas nous voir ne rien faire entre deux pièces, qu'il faut que nous ayons une pièce à décrocher dès que nous

avons posé l'autre. Mais nous n'avons pas à nous plaindre, car il nous promet... des containers à roulettes.

Pas une seconde de répit, c'est la règle qu'on veut nous imposer, pas seulement au contrôle mais dans toute l'Emaillerie et dans toute la CEPEM. Ce qui n'empêche pas, dans le même temps, la direction de nous préparer une nouvelle période de chômage technique pour bientôt !

Correspondant LO

Avant l'heure c'est pas l'heure

Parce qu'à deux reprises en une semaine, le train de 7 h 05 à destination de Dourdan était parti avec cinq minutes d'avance de la gare d'Austerlitz, une cinquantaine de voyageurs restés sur le quai sont allés demander au chef de gare de s'expliquer. Celui-ci a refusé de se déplacer. Alors, ils ont pris un coup de colère, renversé des panneaux publicitaires, et tiré la sonnette d'alarme dans le train suivant.

L'explication demandée, ils l'ont eue le lendemain matin, par haut-parleur : la SNCF les informait qu'elle portait plainte — plainte qu'elle a tout de même retirée depuis — en même temps qu'elle présentait ses excuses. D'après les explications du chef de gare, « une certaine souplesse d'horaire avait été autorisée en juillet et août ». C'est pratique, et ça fait toujours plaisir de se retrouver sur le quai alors qu'on était dans les temps !

Triste cuisine

Il y a en Charente un restaurant fort connu et très renommé pour sa gastronomie. Ce qui l'est moins, ce sont les méthodes du patron.

Cet été, il faisait passer des petites annonces demandant des serveurs avec diplôme pour faire des extras le week-end. Une jeune chômeuse d'un département voisin a été embauchée, à l'essai, lui a-t-on dit. A la fin du week-end, on lui dirait si elle faisait l'affaire. Elle s'est donc retrouvée à travailler toute la journée du samedi, en sautant le repas de midi, travaillant également le dimanche jusqu'à 3 heures du matin.

Le lundi matin, elle est repartie, sans savoir si elle

faisait l'affaire, sans indemnité pour ses frais de déplacement et... sans salaire.

Après un coup de téléphone, on lui a répondu que, finalement, elle n'était pas « opérationnelle ». Mais pas question de salaire. Le patron du restaurant a fait également la sourde oreille après une lettre recommandée.

Et ce n'est que lorsque l'inspection du travail est intervenue que ce monsieur a daigné « accorder » un salaire et un bulletin de paie.

Sûr qu'il peut préparer de bons repas en réalisant de telles économies ! Mais pour une qui s'est défendue, combien se sont fait avoir ?

Correspondant LO

□ Chantiers navals (La Ciotat)

La grève continue

Aux Chantiers Navals de la Ciotat, la grève s'est installée ; elle est totale et touche les 3 500 ouvriers, employés et cadres.

Elle avait démarré le lundi 9 septembre, pour une histoire de bons de douche supprimés et s'est amplifiée, surtout à l'instigation de la CGT qui s'est appuyée sur les ouvriers les plus combattifs des chantiers qui en avaient gros sur le cœur.

Dès le mercredi 11 au soir, des piquets ont été en place : seuls les pompiers et le personnel de sécurité étaient autorisés à circuler dans le chantier.

Tous les matins, trois cents grévistes parmi les plus actifs se réunissent. La

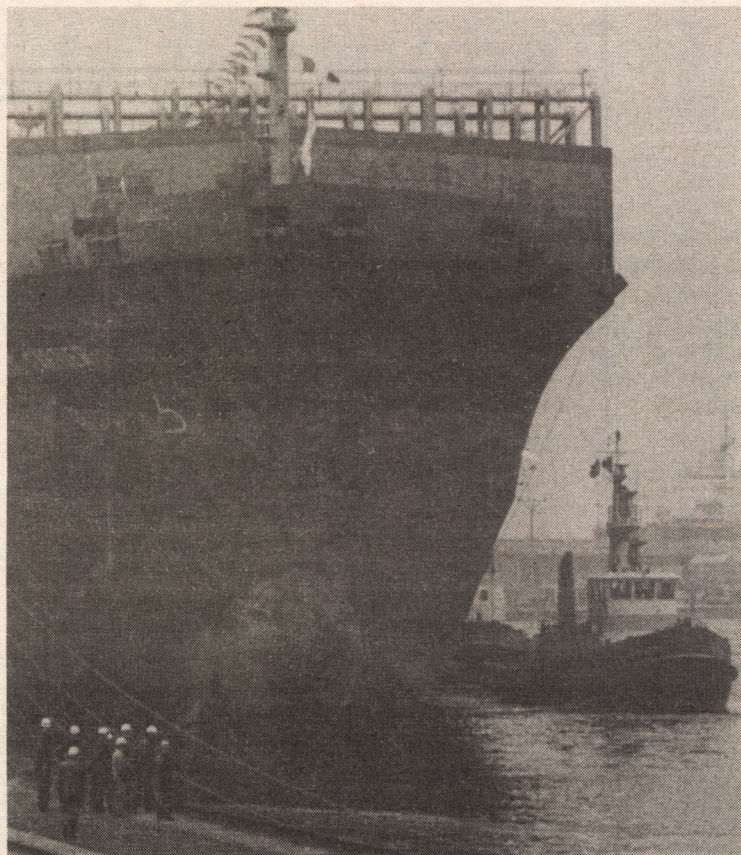
CGT distribue les tâches : piquets, distribution de tracts et actions spectaculaires. Lundi 16 septembre, c'est le péage de l'autoroute qui a été occupé avec récupération de l'argent au profit des grévistes. C'est alors qu'un leader local du Front National a échangé des insultes et a ensuite été déposer plainte contre les grévistes.

Mercredi 18 septembre, 450 personnes ont écouté André Sainjon venu apporter ses solutions : « *Fabriquons français, obligeons les armateurs à acheter français.* » La CGT avait des solutions économiques dans le cadre syndical, mais cela n'était pas suffi-

sant car c'était un problème politique. Il fallait donc, pour André Sainjon, continuer à se battre, et aussi manifester contre Fabius qui serait à l'inauguration de la Foire de Marseille vendredi 20 septembre.

Actuellement, les revendications des grévistes sont assez étendues : cela va de la défense de l'emploi à l'embauche de 14 apprentis en passant par le problème des salaires. La grève tient essentiellement grâce à l'action et à la détermination des trois cents ouvriers les plus combattifs entourés de la neutralité du reste des ouvriers et des employés.

Correspondant LO



□ PTT — Paris 17^e

Comme une lettre à la poste

En mai dernier, la direction a procédé à une réorganisation de la distribution du courrier. A cause du manque d'effectifs, elle n'arrivait plus à couvrir tous les quartiers de distribution. Cette réorganisation consistait pour l'essentiel à supprimer la brigade de tri qui était censée faire des travaux de préparation du courrier, mais qui en fait servait de réservoir à effectifs. Tous ceux qui faisaient partie de cette brigade de tri sont maintenant intégrés aux quartiers de distribution, les travaux de préparation du courrier étant faits désormais par l'ensemble des facteurs.

Bien évidemment, ce remue-ménage n'a pas amélioré d'un pouce la situation de sous-effectifs chronique. Dès que quelques collègues sont absents, il y a des quartiers où le courrier n'est pas distribué. D'autant plus que le nombre de camarades dispensés de distribution est en augmentation : femmes enceintes, colonnes vertébrales défaillantes.

Le manque d'effectif ne se ressentait pas trop pendant les vacances. Les PTT emploient des travailleurs saisonniers ; et le trafic est moindre mais le problème ressurgit ces jours-ci.

La direction a essayé de faire face au problème en

proposant à ceux qui le voulaient de distribuer 2 quartiers au lieu d'un... moyennant quelques heures supplémentaires payées. Comme cela ne suffisait pas, les chefs ont demandé aux « rouleurs » (ce sont les nouveaux dont le travail consiste à remplacer les absents et donc à « tourner » de quartier en quartier), de faire deux quartiers (sans compensation), voire même trois dans la même journée. Et comme le compte n'était toujours pas bon, ils ont demandé à certains camarades inaptes s'ils ne pouvaient vraiment pas distribuer le courrier.

Jeudi 12, nous sommes donc montés à une cinquantaine, sur quelques centaines de préposés à la distribution, à l'appel de la CGT, dire au patron ce que nous pensions de cette situation. Seule réponse que nous ayons obtenue : « *Nous allons sortir du tunnel... dans 2 semaines.* »

C'est pourquoi, lundi, nous étions une quarantaine à débrayer. Le bras droit du super chef a affirmé que la situation était en train de s'arranger. Le contrat de quelques saisonniers aurait été prolongé. Un renfort venant des bridages régionales serait arrivé. Mais de solution définitive, point !

Correspondant LO

□ CGCT

On rentre en pleine « flexibilité »

Les problèmes d'emploi ne sont pas nouveaux à la CGCT. Mais pour cette rentrée, la direction a mis les bouchées doubles.

Ainsi, les usines de Longue- nesse, de Boulogne et de Rennes sont désormais à 28 h (les 7 h en moins étant indemnisées à 60 %). Au passage, comme pour illustrer la fameuse « flexibilité » de Fabius, la direction a trouvé le moyen d'y gagner en production. Par exemple, à Boulogne, elle a instauré trois équipes au lieu de deux, de telle sorte que les machines tournent plus longtemps et même le samedi : résultat, la productivité aurait augmenté de 29 % ! Et vu les arrêts de production multiples, le bruit court déjà que le chômage va encore augmenter.

Maintenant, c'est le tour de l'usine de Massy, où il reste encore trois cents personnes dont les emplois devaient être soi-disant garantis, et où la direction vient d'annoncer sans crier gare que c'est terminé, et que tout le monde doit dégager. Ce qui a provoqué la colère de nos camarades qui, à 150, ont envahi la réunion du Comité d'Entreprise. Il faut dire qu'en fait de reconversion, tout ce que la direction a trouvé à proposer, c'est de donner le choix entre aller boucher des trous aux PTT (sans en avoir le statut), se faire embaucher dans une boîte d'interim, ou encore partir travailler sur un chantier d'installation CGCT (à Mulhouse ou Colmar !) alors qu'il y a déjà 150 suppressions d'emplois prévus sur les chantiers ! Autant dire qu'il s'agit de licenciements à peine voilés !

Et pendant ce temps-là, les grands pontes de la CGCT, de la CGE et de divers groupes téléphoniques internationaux, sont en pleines tractations. Il serait question de la reprise par le trust américain ATT des 16 % des marchés PTT qui sont actuellement attribués à la CGCT. En contrepartie, des matériels CGE figureraient sur le catalogue d'ATT sur le marché américain. Il est vrai qu'on parle aussi de Phillips et d'Ericson qui seraient sur les

rangs également. Bref les huiles sont en pleine orgie de parts de marchés, de pourcentages et de milliards.

Toutes ces tractations se font contre nos emplois. Et dans tous les cas, que ce soit l'Etat, comme aujourd'hui, ou bien ATT, Ericson, ou Tartempion qui devienne demain propriétaire de la CGCT, il nous faudra nous battre pour nous faire respecter.

Correspondant LO

Transports en commun de St-Etienne

Après quatre jours de grève, recul de la direction

Les 733 travailleurs des transports en commun de Saint-Etienne (STAS) ont repris le travail vendredi 13 septembre, après quatre jours de grève totale.

Lorsque la grève avait été votée, le lundi précédent, la colère était grande chez les travailleurs réunis en assemblée générale. En effet, dans le cadre d'une restructuration de la société, la direction prévoyait de licencier 41 personnes et de porter la journée de travail de 37 h 30 à 38 heures. De surcroît, les salaires étaient quasiment bloqués depuis 1984, mis à part une augmentation de 1 % en avril dernier.

A la tête du syndicat intercommunal qui gère la STAS, il y a Dubanchet, maire de Saint-Etienne et notoirement connu pour ses opinions anti-ouvrières. C'est lui qui prenait pour prétexte

la baisse de la subvention du Conseil général destinée aux transports en commun de l'agglomération pour s'en prendre à nos emplois, nos conditions de travail, nos salaires. Au moment de la grève, il n'a pas hésité non plus à faire paraître un communiqué dans la presse locale tentant de dresser les usagers contre les grévistes.

Il a quand même dû en rabattre et suspendre les licenciements jusqu'au 16 décembre prochain. Et s'il n'a pas cédé sur l'allongement de l'horaire de travail, il verse une indemnité forfaitaire de 500 francs au personnel de conduite.

Le travail a repris, mais les travailleurs savent que Dubanchet reviendra à la charge et que la lutte est loin d'être terminée.

Correspondant LO

« Terrorismes et guérillas » de Gérard Chaliand

Ce livre de Gérard Chaliand se veut une étude sur les « techniques actuelles de la violence ». L'auteur se définit lui-même comme ayant été en son temps « engagé dans le combat anticolonialiste ». Mais s'il parle des guérillas ou du terrorisme, c'est en effet d'un point de vue purement technique dont la politique est absente.

Gérard Chaliand est allé voir, en invité, de nombreuses guérillas en Afrique, en Asie ou en Amérique latine et s'est lié avec certaines de leurs dirigeants. Il tente donc de les classer, entre guerres civiles et guerres étrangères, mouvements de type urbain ou rural, dirigés par des élites urbaines ou traditionnelles, affichant une idéologie nationaliste, religieuse ou se revendiquant du marxisme ; tentatives de classification qui paraissent le plus souvent artificielles. Les luttes sociales et politiques s'accommodent mal de cette approche d'entomologiste.

Mener une guérilla est vu comme une technique, qui requiert, pour être appliquée victorieusement, un certain nombre de conditions favorables et un certain savoir-faire. Quant à l'analyse politique, aux forces sociales et à la nature des conflits qui peuvent s'exprimer dans ce type de mouvement, Chaliand ne s'y intéresse guère. Tout au plus a-t-il retenu du marxisme, ou plutôt du stalinisme et du maoïsme, une certaine conception du « parti de type léniniste ». Là aussi, il s'agit pour lui tout au plus d'une technique pour diriger, commander ou encadrer une guérilla et pour permettre à un groupe dirigeant de s'emparer du pouvoir. Quel groupe, pour quelle politique, au service de quelles forces sociales ? Ce n'est pas la préoccupation de Chaliand.

Le moins qu'on puisse dire est que cela réduit fortement l'intérêt du livre. Il est vrai qu'il démontre, involontairement au fond, comment on peut retenir certai-



nes techniques dites révolutionnaires en les vidant de leur contenu politique et en faire une sorte de recette à l'usage d'élites bourgeoises en tout genre, en mal de

pouvoir politique. C'est à cette prostitution du marxisme et du léninisme que se sont livrés un Staline ou un Mao Tsé Toung, et dont, un livre comme celui

de Chaliand n'est, au fond, qu'une vulgarisation.

Pierre LEMAIRE
Terrorismes et guérillas, de Gérard Chaliand. Ed. Flammarion, 185 pages, 59 F.

« Pika Don ! » La leçon d'Hiroshima

par le groupe du 6 août

Ce qu'est le lendemain d'une explosion atomique ? « Pika Don » le relate, sans bavardage, brutalement, simplement. Ce petit livre rapporte les récits des habitants de Hiroshima qui ont vécu le 6 août 1945, et les jours suivants, après l'éclair (« pika ») et le coup de tonnerre (« don ») de la bombe.

Ainsi, une femme décrit les instants qui suivirent l'explosion : « Ah, ces visages, ces mains, ces jambes... Ils étaient couverts de cloques et leur teinte grisâtre les faisait ressembler à des statues de granit. Avec leurs têtes ensanglantées, ils avaient l'air de flotter comme des fantômes. Des écolières aux vêtements arrachés, des mères courant en serrant frénétiquement leur enfant dans leurs bras, et ainsi de suite. C'était une vision d'enfer... Dans un autre témoignage, un médecin écrit : « Bientôt les blessés se mirent à affluer. Une nuée de malheureux à peine vêtus, pieds nus, au milieu des pleurs et des hurlements, formaient un cortège de damnés. Le déferlement des blessés dévorés de terreur et d'impatience était impossible à canaliser, et le mur extérieur s'étant effondré, le flot humain s'engouffrait de tous les côtés et se précipitait directement dans les salles de soins. Les 230 hectares sur lesquels s'étendait notre hôpital transformé en cour des miracles,



débordaient de victimes (...). Quant aux médicaments, cela consistait pour l'essentiel en pommade de zinc que, au début, nous confectionnions selon les méthodes normales. Mais l'équipe de pharmacie au grand complet ne suffisait plus à la demande, on finit par en fabriquer à grands seaux dont nous malaxions le contenu à la main ».

Rédigés en 1948 par les survivants du bombardement, ces témoignages furent mis sous le boisseau afin, selon les autorités américaines, de ne

pas affoler l'opinion publique mondiale.

Aujourd'hui, quarante ans après le bombardement et alors que les cérémonies de commémoration sont terminées, ces simples lettres de survivants sont là pour nous rappeler et la barbarie passée et celle que nous préparons tous les puissants de ce monde.

Nelly MEYER

Pika Don ! La leçon de Hiroshima, par le groupe 6 août. Ed. Autrement, 65 F.

« La mémoire du fleuve »

« L'Afrique aventureuse de Jean Michonet »

de Christian Dedet

« Le monde d'aujourd'hui tue la civilisation africaine. Il la tue mais c'est en partie normal. La civilisation africaine ne pouvait pas ne pas se rattacher à celle du monde entier qui est celle du monde occidental... » Voilà à peu près qui résume le point de vue de Jean Michonet, aventurier métis (africain par sa mère, français par son père) qui passa toute sa vie au Gabon, y mourut en 1983 et dont les souvenirs ont été recueillis par Christian Dedet.

Le livre ne manque évidemment pas de couleur locale : la description de la nature, des marches dans la forêt, des descentes du fleuve Ogoué, des chasses aux animaux sauvages, des rencontres aussi avec les différents peuples des régions parcourues constitue l'essentiel du récit. Mais c'est aussi et surtout un visage sournois de la domination occidentale qui se dégage : au fil de ces pages, peut-être moins brutal que celui des expéditions officielles de colonisation à l'époque des conquêtes mais pas moins odieux. Avec un mélange de paternalisme, de mépris pour les pratiques et coutumes africaines et d'une certaine admiration pour le courage et la dignité de certains des hommes qu'il rencon-

tre, Michonet se livre en toute bonne conscience à toutes sortes de trafics. Depuis l'abatage et la vente du bois jusqu'à la chasse aux crocodiles dont les peaux représentent des fortunes en passant par une véritable traite de main-d'œuvre noire sous couvert de « recrutement ». Voilà ce que Michonet — avec l'approbation et l'admiration de celui qui rapporte, en les commentant parfois, ses souvenirs — entendait probablement par « rattacher la civilisation africaine à celle du monde occidental ».

Michonet n'est certainement pas un cas unique d'aventurier prêt à tout pour vivre, parti avec pour seul bagage un individualisme forcené et une volonté de réussir chevillée au corps. Ce sont même des gens de cette espèce qui ont mené les sales petites besognes de colonisation aux quatre coins du continent africain. Le seul mérite de ce livre est d'ailleurs de faire comprendre ce visage au quotidien en quelque sorte de la présence occidentale en Afrique à travers la vie de l'un de ceux qui en furent — et en sont encore — les instruments.

L.P.

La mémoire du fleuve de Christian Dedet.

« Les ratonnades d'octobre »

Un meurtre collectif à Paris en 1961 de Michel Levine

Octobre 1961. Depuis sept ans, la guerre d'Algérie faisait rage. Les pourparlers de paix entre De Gaulle et le FLN marquaient le pas. Au début de ce mois, le 3 octobre, dernière de toute une série de mesures, un couvre-feu interdisant tout déplacement entre 20 heures et 5 heures 30 le matin était instauré pour la population algérienne de la métropole.

Pour celle-ci, depuis des mois, c'était la terreur. Une terreur pratiquée en grand, par une police qui raflait dans les bidonvilles, les quartiers ouvriers, à la sortie des usines parfois, qui matraquait, torturait les Algériens, considérés comme autant de chiens à abattre. Le livre en donne de multiples exemples, précis, datés, avec les noms et les adresses des victimes.

Contre le couvre-feu, les exactions, la population algérienne de métropole se trouvait à peu près dépourvue de tout soutien de la part des grands partis de gauche. Le 17 octobre 1961, le FLN appela donc seul dans la région parisienne, à une manifestation de masse en

fin de soirée, dans le centre de la capitale.

Des dizaines de milliers d'Algériens se dirigèrent ce soir-là, vers 18 heures, à la sortie du travail, vers différents points de rassemblement. Ils étaient souvent accompagnés de leur famille. La réaction du gouvernement, du préfet de police Papon (le même qui vingt ans auparavant organisait la déportation des Juifs en Gironde) et des forces de répression fut d'une extrême brutalité. Sur les grands boulevards et sur le pont de Neuilly, la police tira sur les cortèges qui parvinrent à se former. La police refusa de faire appel aux ambulances pour soigner les blessés. Sur quelque 30 000 manifestants, 12 000 environ furent conduits dans différents lieux transformés pour l'occasion en véritables camps de concentration. Il y eut plusieurs centaines de morts tués par balles, torturés, matraqués, dont les corps furent laissés sur le trottoir ou jetés à la Seine.

La presse aux ordres exultait. La presse dite libérale rejeta sur le FLN la responsabi-

lité des événements. L'appareil d'Etat fit front contre les quelques protestations. Les députés se mirent à plat ventre, et les juges classèrent sans suite toutes les plaintes contre assassins qui furent déposés.

Quant au PCF, s'il dénonça la répression, il n'organisa aucune manifestation de solidarité avec ces Algériens que la police française traquait.

C'est ce mois d'octobre 1961 avec son cortège d'horreurs pour la population nord-africaine que relate le livre. Sous forme d'un journal au jour le jour, l'auteur rapporte les petits et les grands faits de la répression quotidienne, des témoignages, des déclarations avec à l'appui divers documents, tracts et autres rapports émanant de petits groupes de militants et de jeunes tentant de briser le mur du silence. L'auteur s'est contenté de quelques points rapides d'histoire, intercalés au fil des pages, pour resituer les événements parisiens. Mais son livre rend compte de ce que l'Etat et la police d'un pays soi-disant



Pendant la guerre d'Algérie, la police française « ratisse » le quartier de la Goutte d'Or.

libre et démocratique est capable de faire en plein Paris, dans sa haine déchaînée contre les Algériens en lutte pour leur indépendance.

Elle avait continué sous le gouvernement de De Gaulle. Ces événements remontent à 25 ans seulement. Ils valent d'être rappelés.

Patrick CARON

La guerre d'Algérie avait commencé sous des gouvernements de gauche, entre autres celui du socialiste Guy Mollet, dont Mitterrand était ministre.

Les ratonnades d'octobre. Un meurtre collectif à Paris en 1961, de Michel Levine. Ed. Ramsay, 306 pages, 92 F.

« Mayrig » de Henri Verneuil

Mayrig, c'est « maman » en arménien, et le cinéaste Henri Verneuil se souvient ici de son enfance, quand il débarqua en France petit arménien du nom d'Achod Malakian. « Achod » que ses copains d'école, à l'accent marseillais, appelaient « eau chaude »...

Dans les années vingt, après les massacres des Arméniens perpétrés par le régime turc, Achod arrivait à Marseille flanqué de ses parents et de ses deux tantes. Pour toute fortune, quelques pièces d'or cousues dans les boutons d'une robe...

Ils trouvaient à se loger... dans un petit appartement infesté de punaises. Le père se faisait embaucher sans trop de mal dans une sucrerie, la « Grande guerre » ayant laissé de nombreux vides dans les rangs ouvriers. Les trois femmes, elles, cousaient des chemises à la maison.

Une fois installée, la famille se heurtait bien sûr au racisme stupide des voisins, et à l'école, Achod était tenu à

l'écart. Mais la misère et l'adversité furent cependant allègrement surmontées grâce à la solidarité du groupe familial et de toute la communauté arménienne de Marseille, grâce aussi à celle de braves gens comme le boulanger du coin, grâce enfin à la jovialité et au talent de conteur du père et aux attentions des trois femmes.

Les quatre adultes liguèrent leurs efforts pour protéger l'enfant et lui donner le meilleur. Il était même envoyé dans un lycée payant, très cher mais de bonne renommée, au prix d'un travail harassant. Ces exilés « apatrides » qui vivaient en France comme en s'excusant de ne pas être, ou pas apparaître, exactement comme les autres, et en trimant dur, voulaient que « le petit » s'intègre à la société française.

Ils ont réussi. Achod Malakian est devenu Henri Verneuil, cinéaste, écrivain, membre des couches aisées de la société. Et qui sait qu'il avait un nom barbare ?

Le mérite de son récit, par-delà l'évocation chaleureuse

de « folklore » de gens venus d'ailleurs, est de montrer leurs efforts pour s'intégrer à la société française, ou au moins permettre à leur fils d'y parvenir. Ce n'est certes pas très à la mode de souligner ces efforts. Une certaine opinion de gauche, voire d'extrême-gauche, a tendance à cultiver un « droit à la différence » mal compris, une « spécificité » portée au pinacle, en fait à cultiver le nationalisme et régionalisme.

En réalité, la grande majorité des immigrés de la première génération — et de la seconde aussi — quoi qu'en disent certains — ont cherché à s'intégrer. A apprendre la langue du pays d'accueil ou à faire le maximum pour que leurs enfants l'apprennent. A adopter les habitudes et coutumes nouvelles pour ressembler aux autres, pour se fondre dans ce nouveau milieu. Parce que la différence est mal acceptée par les bons Français ? Peut-être. Mais aussi par souplesse, par intelligence, par volonté et capacité de s'adapter à autre chose, ce qui n'a pas seulement de mauvais côtés. Car au bout du compte, Maghrébins ou Européens, Arméniens ou Français, ces « spécificités »



sont-elles vraiment à cultiver ? N'y a-t-il pas aujourd'hui, après tant et tant de brassages, une seule et même civilisation humaine ?

Le livre de Verneuil témoigne que si. Il ne biffe pas les diffé-

rences mais les remet à leur juste place. Et c'est plutôt sympathique.

Michel BROUSSE
Mayrig, de Henri Verneuil. Ed. Robert Laffont, 280 pages, 85 F.

Samedi 21 septembre

20 h 05. FR3. Le Disney Channel: vieux dessins animés, vidéo-clips et Zorro en feuilleton.

20 h 40. TF1. Au théâtre ce soir: Don Juan de Molière. Mise en scène: Robert Manuel.



22 h 35. TF1. Droit de réponse. L'émission de Michel Polac a pour thème la vie quotidienne en URSS.

23 h 05. FR3. Fête du cinéma: Une partie de campagne. Film de Jean Renoir (1936), d'après une nouvelle de Guy de Maupassant. Vers 1860, un boutiquier parisien emmène sa famille au bord de la Marne pour déjeuner dans la nature...



Dimanche 22 septembre

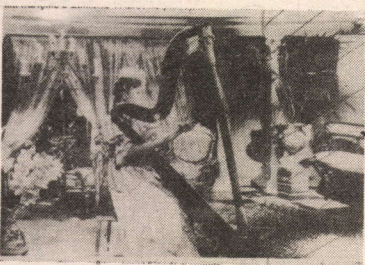
20 h 35. A2. Le grand échiquier de Jacques Chancel est consacré à Raymond Devos qui interprète de nombreux sketches de son cru.

20 h 45. TF1. Le dernier métro: film de François Truffaut (1980), avec Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Jacques Villeret, Jean Poiret. Paris 1942. Pendant l'Occupation la vie des comédiens

d'un théâtre dont le directeur est Juif.



22 h 30. FR3. Cinéma de minuit: Pour une nuit d'amour. (1946) avec Odette Joyeux et Roger Blin, d'après une nouvelle de Zola. Drame social, dans une petite ville de province, vers 1880. Une fille de châtelaine manœuvre un postier rongé de solitude, d'ennui et de désir.



Lundi 23 septembre

16 h 15. FR3. Les misérables. 3^e partie: Liberté, Liberté chérie. Une version cinématographique du drame de Victor Hugo, tournée en 1933. Avec Harry Baur, Charles Vanel, Marguerite Moreno, Jean Servais...

20 h 35. TF1. L'avenir du futur: Terre brûlée, film de Corner Wilde (1970). Science-fiction. La pollution indus-



trielle ravage la terre, empoisonnant les rivières et les récoltes. La famine se développe, et avec elle la violence. Le film est suivi d'un débat sur le thème: Halte au désert.

20 h 35. A2. «V», troisième épisode d'une série américaine de science-fiction. Une nouvelle version de La guerre des mondes, avec tous les clichés d'un feuilleton américain, rondement mené.

20 h 35. FR3. Les grandes gueules. Film de Robert Enrico (1965), d'après un roman de José Giovanni, avec Bourvil et Lino Ventura. Hector Valentin revient du Canada pour faire revivre dans les Vosges une vieille scierie familiale. Il engage des prisonniers de droit commun en liberté conditionnelle.



Mardi 24 septembre

20 h 35. A2. Le père tranquille. Film de Noël-Noël et René Clément (1946), avec Noël-Noël. Un Français moyen fait de la Résistance. Un film de propagande pour l'union nationale, après la Deuxième Guerre mondiale.



20 h 35. FR3. Stowaway. Film de 1936, tourné pour mettre en valeur Shirley Temple, «star» confirmée à l'âge de 8 ans.



22 h 05. TF1. Entre ciel et terre: Jérusalem. 3^e reportage du 3^e cinéaste auquel TF1 a confié le soin de filmer la ville: En attendant le Messie, consacré aux «lieux saints» — la cohabitation plus que conflictuelle entre communautés chrétienne et surtout juive et musulmane.

Mercredi 25 septembre

14 h 00. A2. C'est encore loin l'Amérique? Film de Roger Coggio (1980), avec Elisabeth Huppert et Roger Coggio. Deux paumés dans le monde du cinéma.



20 h 35. FR3. Drôles de stars. Deuxième émission consacrée aux rois du rire et de l'humour, à leur métier.

22 h 05. A2. Les sept chocs de l'an 2000. Emission présentée par Michel Drucker, Miou-Miou et... Bernard Tapie (Yves Montand était certainement empêché...). Sept thèmes seront traités (le vieillissement, la famille, le travail...) par un film de fiction et commentés par l'un des invités parmi lesquels se retrouvent pêle-mêle Daniel Cohn-Bendit, Marguerite Duras, Bernard Stasi (UDF), Joël de Rosnay (biologiste) etc. etc.

Jeudi 26 septembre

20 h 35. TF1. Questions à domicile: Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti Socialiste qui devrait bavarder sur ses démêlés avec Rocard...



20 h 35. FR3. Tonnerres lointains. Film indien de Satyajit Ray (1973). Chronique sociale. En 1942, dans un village perdu du Bengale, la Deuxième Guerre mondiale a provoqué une famine gigantesque entraînant la mort de cinq millions de personnes, selon les estimations.



23 h 40. TF1. La sultane de l'amour, le premier grand film français en couleur (1918). Cent mille images colorisées à la main!

Vendredi 27 septembre

20 h 35. TF1. Le jeu de la vérité: Coluche s'y prête pour la seconde fois.

21 h 35. A2. Apostrophes: 500^e émission littéraire de Bernard Pivot!

23 h 20. A2. La règle du jeu, film de Jean Renoir (1936) avec Marcel Dalio et Jean Renoir lui-même. Dans une comédie qui tourne au drame, Renoir peint le jeu du mensonge auquel se livre, dans une société décadente, la classe dirigeante de la fin des années 1930.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

- I. Force qui s'entretient à grands frais.
- II. Monte ou descend.
- III. A pris trop de rouge. Moitié. Personnel.
- IV. Sans place fixe.
- V. N'est pas acquis. Conjonction.
- VI. On vide le sien. Séduira.
- VII. Possessif. Un des bords du tissu.
- VIII. Préposition. Paresseux. Mises en mouvement.
- IX. Lettre grecque. Sacrement rampant.
- X. Ne file pas droit.

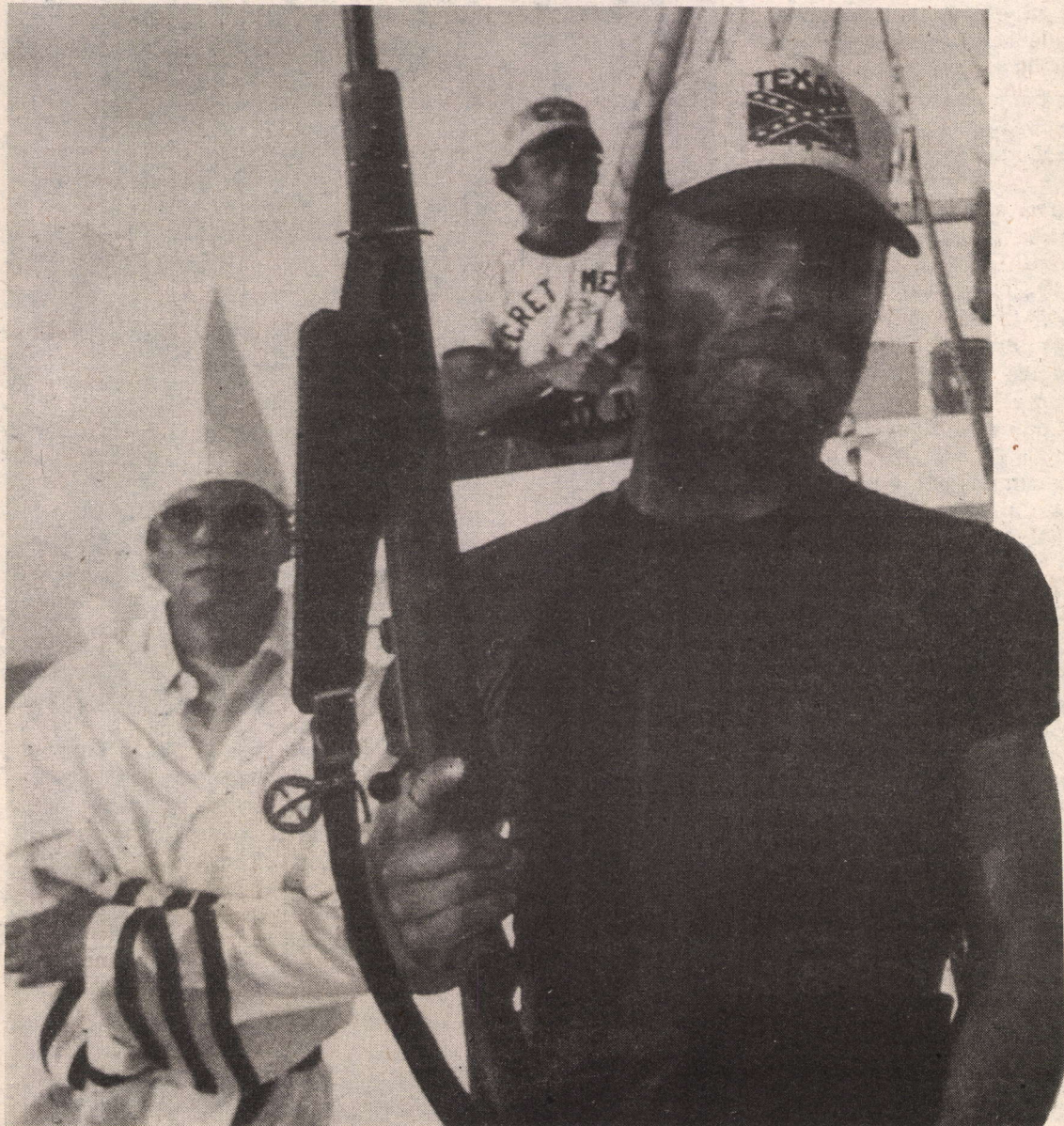
VERTICALEMENT

1. Possède une solide réputation de menteur.
2. Semblable, pour les Grecs anciens. C'est un début à tout.
3. Ne résout pas tous les problèmes. Il est blanc, jaune ou rouge.
4. Province allemande. Dépit enfantin.
5. Initiales d'un regroupement syndical. Flottante, parfois.
6. Plaisant. Préfixe.
7. On y porte l'enfant. Pose.
8. Préfixe. Imperméable quand elle est en bon état.
9. Un lapin le fait très bien.
10. On peut en tomber. Ça suffit!

Solution du numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	S	U	R	G	E	N	C	E
II	A	L	I	B	I	T	A	R	I	
III	S	I	T	U	A	S		V	E	R
IV	E	T	E			E	L	I	T	E
V	R	E		A	L	P	A	G	E	
VI	A	S	S	E	O	I	R	A		V
VII	I		E	R		A	M	B	R	E
VIII	E	C	R	I	T		E	L	U	S
IX	N	O	I	E		O		E	S	T
X	T	I	E	N		R	O	S	E	E

« Alamo Bay » de Louis Malle



Dans un petit port du Texas, des pêcheurs américains voient d'un mauvais œil des réfugiés vietnamiens s'installer dans la ville et pêcher dans les mêmes eaux qu'eux. Ils s'en prennent à la pêche qui emploie cette main-d'œuvre bon marché et surtout aux pêcheurs vietnamiens eux-mêmes. La tension montant, le Ku Klux Klan s'en mêle et les petits pêcheurs vont réussir à expulser les Vietnamiens sous la menace de leurs fusils. Un seul d'entre eux, qui a voulu avoir son propre bateau, décide de rester. Il est aidé par la fille du patron de la pêche qui, drame d'amour oblige, s'oppose à son amant, le plus hargneux des pêcheurs.

Ce film, inspiré de faits réels survenus au Texas entre 1979 et 1981, montre comment ces petits pêcheurs, parce qu'ils ont du mal à vendre leurs cre-

vettes, sont amenés à se dresser contre d'autres pêcheurs. L'un d'eux se voit refuser un nouveau prêt bancaire car il est déjà en retard dans ses remboursements. Un jour, il voit un policier du coin venir saisir son bateau. Les autres pêcheurs sont prêts à lui donner un coup de main pour s'y opposer. Mais lui, dominé par sa xénophobie, va préférer s'en prendre à ceux qu'il considère comme les responsables de ses déboires : les pêcheurs vietnamiens. Cette xénophobie ambiante qui va permettre au KKK d'utiliser leur colère, le film la montre dès les premières images, quand on ne prend pas un Vietnamien en autostop, quand une caissière d'un supermarché s'en prend à une ménagère vietnamienne qui n'a pas pesé ses fruits, ou quand, au bistrot, les non-Américains n'ont pas à venir.

Le film dénonce ce racisme

imbécile qui conduira l'un des pêcheurs au meurtre. Mais il n'épargne pas non plus les autorités. Leur rôle, plus discret, n'est pas moins odieux. La police, en la personne d'un shérif, ne veut pas d'histoires — surtout avec les Blancs — et ferme les yeux quand le bateau d'un Vietnamien est saccagé et quand le KKK organise publiquement la chasse au Vietnamien. Banquier, curé, notables, tous laissant faire.

Tourné par moment comme un documentaire ou un reportage, le film sonne juste et a le mérite de rappeler comment certains, parmi les réfugiés, les plus pauvres, furent accueillis à leur arrivée aux USA ; ce qui n'empêche pas que la tragédie des réfugiés soit largement commentée et utilisée politiquement contre le nouveau régime du Vietnam.

Michel BROUSSE

« Dance with a stranger »

Ruth Ellis fut la dernière femme condamnée à mort en Grande-Bretagne. Elle fut pendue, le 13 juillet 1955, pour crime passionnel. Ce film entreprend la reconstitution minutieuse de cet amour qui devait la conduire au meurtre.

Gérante d'une boîte de nuit, Ruth Ellis tente en même temps d'élever un enfant. L'arrivée de David, coureur

automobile, enfant gâté sorti tout droit du giron de la bonne société, ne va pas lui simplifier la vie. Il donne un rythme assez particulier à son existence, les retrouvailles succédant aux séparations, chaque fois agrémentées d'une bonne dose de violence. Ruth perd son emploi, fait une fausse couche... mais reste amoureuse de ce David, au point de décider de le tuer le jour où il la laisse tomber.

A l'époque, aux yeux de la justice anglaise, il n'y avait ni « crime passionnel », ni « circonstances atténuantes »... surtout dans ce cas-là, quand une fille de bar transformait en passoire un fils de famille. Elle fut condamnée. Fin du film... et de la répétition des hauts et des bas de cette liaison mouvementée, tuante y compris pour le spectateur...

J.F.

Sélection cinéma

dans les salles parisiennes

Films récents...

LA ROSÉ POURPRE DU CAIRE.

de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Gaumont-Les-Halles 1^{er} (vo). Paramount Marivaux 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Montparnos 14^e. Bienvenue 15^e (vo).

LA FORÊT D'EMERAUDE.

de John Boorman.

Une aventure imaginaire au cœur de la forêt amazonienne.

Capri 2^e. Cinoches Saint-Germain 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Paramount-Montparnasse 14^e. Gaumont Convention 15^e.

VISAGES DE FEMMES.

de Désiré Ecaré.

Quelques portraits de femmes africaines en quête d'émancipation.

St-André-des-Arts 6^e (vo).

« taupes », des espions au service de l'URSS.

Olympic Luxembourg 6^e (vo).

BRAZIL

de Terry Gilliam

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir.

Trois Parnassiens 14^e (vo).

LA ROUTE DES INDES.

de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Cluny-Palace 5^e (vo). Reflet Balzac 8^e (vo).

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.

Opéra Night 2^e. Espace Gaité 14^e (vo).

LA DIAGONALE DU FOU

de Richard Dembo

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques l'un dissident et l'autre pas.

Studio de la Harpe 5^e.

... et moins récents

COTTON CLUB.

de Francis Ford Coppola.

Un club américain au temps des claquettes, de Duke Ellington et de la prohibition.

Contrescarpe 5^e (vo).

AMADEUS.

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salleri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.

Vendôme 2^e (vo). Lucernaire 6^e (vo). George V 8^e (vo).

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Opéra Night 2^e.

ANOTHER COUNTRY

de Marek Kaniéwska

La vie d'un collège anglais dans les années 1930. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des

LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics ordinaires dans le quartier de Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Danton 6^e. Biarritz 8^e. Maxe-ville 9^e. Montparnos 14^e.

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH.

de Vincente Minelli.

Le peintre et la genèse de ses tableaux. Des prises de vue très soignées.

Olympic Luxembourg 6^e (vo) à partir de samedi.

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?

de Robert Aldrich.

L'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs. Un film émouvant.

Olympic Luxembourg 6^e (vo). Olympic Entrepôt 14^e (vo).

UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis, avec Eddie Murphy.

Un Blanc riche perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir misérable. Des scènes désopilantes et grinçantes.

George V 8^e (vo).

Les militaires tortionnaires à l'abri, et en réserve

Le Monde du mardi 17 septembre rapporte un entretien avec Raoul Alfonsin, le chef de l'Etat argentin, concernant son attitude vis-à-vis des militaires impliqués dans les arrestations, les tortures, les enlèvements qui, pendant la dictature, ont frappé, des dizaines de milliers d'opposants argentins, en particulier des militants ouvriers.

Actuellement en Argentine, tandis que se déroule la fin d'un procès spectaculaire impliquant les neuf dirigeants des gouvernements militaires qui se sont succédé entre 1976 et 1982 ainsi que de trois généraux considérés comme responsables de la répression des associations de défense des Droits de l'Homme dénoncent le fait que les officiers, les sous-officiers et tous ceux qui ont participé à la répression sont en réalité épargnés.

Les questions du journaliste du Monde concernant ce sujet ont valu quelques réponses vives et irritées d'Alfonsin. Invoquant le mécontentement des associations en question, il a rétorqué : « Et pourquoi n'ont-elles pas porté plainte ? Elles ont manqué à leur devoir civique le plus élémentaire, les tribunaux leur sont ouverts ».

Mais ce qu'Alfonsin oublie de dire, c'est que son gouvernement a tout fait pour que les forces armées s'en tirent au mieux.

Au moment de sa campagne électorale, quand il s'agissait pour lui d'attirer les

votes de tous ceux qui haïssaient les militaires, Alfonsin promettait que les coupables seraient trouvés, que justice serait faite, qu'ils seraient mis hors d'état de nuire et que l'armée serait vidée de tous ceux qui avaient trempé dans les crimes commis. Et l'on a vu dans les premiers mois qui ont suivi les élections les bouches s'ouvrir : les témoignages ont afflué démontrant que l'armée argentine était de bas en haut impliquée dans la répression officielle et officieuse.

Mais une fois au pouvoir, Alfonsin a agi en homme d'Etat responsable devant la bourgeoisie, respectueux de l'institution militaire et soucieux de ne pas dépasser les limites que l'armée voulait bien tolérer.

Alfonsin a concentré les responsabilités sur douze généraux dont le général Videla et le général Massera, mais il innocentait du même coup les autres militaires.

Plusieurs tenants de hauts grades ont bien été remplacés, mais la plupart des mutations s'accompagnaient de promotion. Il fut décidé dans un premier temps que les affaires ne pouvaient être soumises qu'à des tribunaux militaires conformément aux vœux de l'armée... jusqu'à ce que celle-ci déclare que de son point de vue les procès étaient sans objet.

Les associations de défense des Droits de l'Homme réclamaient que des commissions d'enquête

issues entre autres des chambres parlementaires aient toute liberté pour enquêter, mais cette tâche a été confiée à une commission gouvernementale qui n'a fait aucune recherche de fond. Le rapport d'enquête publié par le gouvernement n'a mentionné que le nombre de militaires impliqués et pas leurs noms.

Des mesures se sont succédé tendant toutes à donner des garanties à l'armée. Il fut décidé que les militaires qui comparaissaient comme témoins au procès de Videla et des autres ex-commandants ne seraient pas obligés de jurer qu'ils allaient dire « la vérité, toute la vérité ». Ceci afin de leur permettre de mentir sans devenir parjure ! Des militaires impliqués dans des rapports accablants se virent mutés avec promotion. Et depuis plusieurs mois, le haut commandement de l'armée déclare tout simplement que tous les militaires qui ont torturé, tué, assassiné, doivent être innocentés au nom du « devoir d'obéissance » qui devrait être plus détaillé dans une prochaine réforme du code militaire. En même temps le responsable des armées donnait sa caution à toute la répression en invoquant dans un document que tous les actes commis alors ne peuvent être jugés indépendamment du « contexte global de la guerre », une guerre dont l'armée n'était pas responsable mais dont



sont responsables au contraire les forces subversives et communistes.

Alors aujourd'hui Alfonsin se dit partisan de mettre un « point final » à la mise en cause des forces armées. Il se dit favorable à l'amnistie vis-à-vis des militaires et affirme qu'il y aura (tout de même) « quelques cas où on pourra réunir assez de preuves pour condamner ». Quelques cas, pour des dizaines et dizaines de milliers de disparus, d'assassinés, de torturés : outre les douze généraux qui sont en procès, quelques autres serviront peut-être

avec eux de boucs émissaires. Mais les tortionnaires sont encore à l'abri dans l'armée argentine, une armée dont Alfonsin veut qu'elle « ait le prestige qu'elle doit avoir dans n'importe quelle société », une armée prête si besoin était à servir une nouvelle fois les intérêts de la bourgeoisie argentine et internationale en se faisant l'instrument de la répression, voire même en exerçant à nouveau le pouvoir lorsque le gouvernement « démocratique » d'Alfonsin se sera usé à la tâche.

Henriette MAUTEY

INDE

Les ravages d'Union Carbide

Un haut fonctionnaire indien, chargé de l'aide aux victimes de la catastrophe de Bhopal, vient de faire savoir que 8 500 Indiens exposés au gaz qui s'était échappé de l'usine Union Carbide sont atteints de troubles mentaux.

Il a également été constaté 18 naissances d'enfants malformés dont les mères avaient été exposées au gaz. En outre des milliers d'Indiens, après avoir été pris dans la nappe de gaz, souffrent désormais de troubles oculaires.

Par ailleurs, ce fonctionnaire a fait état du chiffre de 85 000 Indiens encore hospitalisés, donc toujours pas guéris bien que soignés depuis 10 mois.

177 000 intoxiqués, 85 000 blessés graves, 8 500 handicapés mentaux, et 2 500 morts, c'était un incident technique, en temps de paix.

USA

L'économie U.S. : une bonne affaire tant qu'elle ne coule pas

Reagan, qui n'est plus malade, vient de faire bruyamment sa rentrée politique. « Nous sommes le meilleur et le plus sûr investissement dans le monde », a-t-il lancé triomphalement.

La formule était destinée aux investisseurs étrangers. Depuis le 1^{er} juillet, les Etats-Unis ont désormais une ardoise de plus de 300 milliards de francs. Une dette qui va s'accroître dans les dix années à venir. Les experts américains ont calculé qu'elle avoisinerait alors les mille milliards de francs.

Est-ce à dire que les Etats-Unis sont tombés au niveau d'un pays sous-développé endetté, comme l'Argentine, le Mexique ou le Brésil ?

Pas du tout. En précisant que pour chaque dollar de profit réalisé aux Etats-Unis, il y

aurait plus de deux dollars de manque à gagner pour le reste du monde, les trésoriers américains viennent de montrer de quelle manière les Etats-Unis pèsent de tout leur poids sur l'économie mondiale et qu'ils ont les moyens de faire porter au reste du monde le poids des difficultés rencontrées par l'économie américaine dans la conjoncture de crise actuelle.

Aussi paradoxal cela soit-il, cette « dette » américaine mesure désormais ce que coûte aujourd'hui au monde entier, et par répercussion aux classes laborieuses du monde entier, l'enrichissement des banquiers et des capitalistes américains. Un dollar de profit pour les uns, c'est deux dollars de misère supplémentaire pour les autres.

Tant que ça n'explose pas ! J.F.

prochaine réunion du

CERCLE LEON TROTSKY

« Chili : de l'Union populaire à la dictature militaire »

Vendredi 27 septembre
20 h 30

Palais de la Mutualité
24, rue St-Victor
Paris 5^e